

# 17 THÈSES

(Adoptées par le Congrès de Dijon)

(Mars 1969)

**PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ**  
81, Rue Mademoiselle - Paris-15<sup>e</sup>

*Supplément au Courrier du PSU N° 9-10 et 11 de Mars 1969*

## THÈSE N° 1

### Le Capitalisme en crise

• 1 — Malgré le renversement de la bourgeoisie dans une partie importante de la planète, le capitalisme reste le mode de production dominant à l'échelle mondiale. Il est caractérisé par une tendance au développement illimité des forces productives sans tenir compte des limites que lui opposent les rapports de production existants, et donc par un accroissement des contradictions à tous les niveaux, économiques, politiques et culturels.

Son expansion et donc sa survie impliquent qu'il secrète à son profit un type de *division internationale du travail* où les inégalités du développement, loin de se résorber, s'accroissent. En particulier, nous nous trouvons, du fait de l'intégration d'une partie de l'activité scientifique aux forces productives, à l'ère d'un impérialisme où il ne s'agit plus seulement d'exporter des marchandises pour réaliser l'excédent de la valeur que l'on ne peut réaliser sur place, ni même seulement d'investir dans les pays tiers, mais de se subordonner leur potentiel productif et de piller leurs ressources matérielles et humaines.

A l'intérieur de cette division internationale du travail, les formes d'exploitation et de domination capitaliste sont extrêmement complexes et diverses. La pénétration impérialiste se fait tantôt de façon préférentielle en direction des pays déjà industrialisés qui servent de relais à l'impérialisme dominant des Etats-Unis, tantôt en direction des formations socio-économiques à dominante pré-capitaliste, ou les deux à la fois, instituant ainsi un réseau très complexe d'échanges inégaux et donc de rivalités.

La tendance à l'unification du monde capitaliste n'empêche en effet pas que des contradictions se manifestent sans cesse entre les principales puissances capitalistes. Les impérialismes secondaires tentent d'échapper à leur mise en tutelle par l'impérialisme dominant pour défendre leurs sources de profit alors qu'au contraire l'impérialisme américain essaye de les surborder à sa stratégie économique. Pour leur part, les pays capitalistes sous-développés qui voient leurs positions se dégrader sans cesse, sont contraints de rechercher désespérément auprès des puissances impérialistes des moyens pour

tuer leur dépendance et par contrecoup rend plus explosives les contradictions sociales qui les minent.

De plus, les puissances capitalistes se trouvent confrontées à l'existence des pays de l'Est qui soustraient à leur système d'influence une grande partie du globe. Face à cette réalité, elles réagissent de façon contradictoire, cherchant tantôt à utiliser leurs forces militaires et économiques pour affaiblir ces adversaires, tantôt à s'entendre avec certains d'entre eux pour améliorer leurs positions au détriment d'autres pays capitalistes.

Mais ceci ne veut pas dire que le capitalisme tombera de lui-même, par exemple, à la suite d'une crise économique de type 1929. Au stade actuel du développement capitaliste, divers facteurs sont intervenus pour en changer, sinon la nature, du moins les modalités de fonctionnement :

— d'une part, les rapports de force entre capitalistes et ouvriers ont atteint un niveau tel que l'élargissement de la consommation de masse individuelle et parfois même collective — qui ne peut coïncider de façon permanente avec les objectifs du capital — est devenu une nécessité vitale. C'est pourquoi le capital assisté de l'Etat doit veiller à une croissance économique relativement rapide dans les pays les plus développés pour essayer d'échapper aux conflits sociaux.

— d'autre part, plus le « capital fixe » se développe à une large échelle et se concentre, plus l'existence de modalités partielles de régulation du processus de production devient une condition et une nécessité de la survie du capitalisme.

A ce stade du développement des forces productives, la stratégie du capitalisme doit tenir compte de ces données nouvelles et contradictoires. La politique antérieure des monopoles consistant à mettre purement et simplement sous le boisseau les découvertes scientifiques n'est plus tenable. Jamais la formule de Marx, selon laquelle la concurrence produit le monopole et le monopole produit la concurrence, n'a été aussi justifiée. La guerre capitaliste n'est plus une guerre de position mais de mouvement. Le capitalisme est condamné à une perpétuelle fuite en avant, mais en reproduisant perpétuellement ses limites structurelles qui en font un mode de production particulier et, par là, susceptible d'être renversé.

L'évolution récente a mis clairement en lumière à la fois ces possibilités partielles de régulation et leurs limites.

• 2 — De 1945 au début des années 60, l'économie capitaliste a connu une phase d'expansion presque continue d'une ampleur exceptionnelle. A plusieurs reprises, la conjoncture a subi des ralentissements mais à aucun moment cela n'a dégénéré en une véritable crise comme

il s'en est tant produit avant 1939. Cette évolution a été lancée par

les dépenses de reconstruction, puis soutenue par les dépenses militaires. Mais on ne doit pas sous-estimer le rôle essentiel joué par les Etats dans le soutien et la régulation de la croissance. En incitant alternativement à la formation des investissements et à l'accroissement de la demande, ils ont retardé la réapparition des contradictions les plus classiques du capitalisme dans chacun des pays occidentaux. En même temps, le commerce international a pu se développer grâce à la croissance des moyens de paiements encouragée par les États-Unis.

• 3 — Avec la croissance, les deux éléments essentiels de bon fonctionnement ont tendu à disparaître. D'une part, progrès technique et progrès économique ont conduit à la concentration des instruments techniques et financiers de la production. Dans le but de profiter de vastes marchés, les firmes capitalistes ont poussé à la suppression des entraves nationales à leur propre développement. Dans chaque pays, elles ont cherché à réduire les secteurs pré-capitalistes, à s'affranchir des objectifs trop étroits des propriétaires du capital et à limiter l'intervention des Etats en faveur des secteurs non capitalistes. Dans l'économie mondiale, elles ont développé toutes les formes du néo-colonialisme en réduisant les chances d'un développement autonome des pays du tiers monde et elles ont en même temps revendiqué avec succès la libération des échanges de marchandises et de capital.

Mais l'ouverture des frontières, à son tour, a fait apparaître une double contradiction : elle révèle l'inégalité des productivités d'un pays à l'autre au moment où elle uniformise les besoins ; elle diminue l'efficacité des interventions étatiques alors que celles-ci sont encore plus nécessaires pour corriger les fluctuations transmises par les échanges extérieurs. Les firmes à la recherche de leur autonomie essaient de se soustraire aux « directives nationales » et les Etats ne peuvent défendre les équilibres internes qu'en pratiquant de plus en plus fréquemment des politiques de ce stabilisation ».

• 4 — Du fait des tensions croissantes intra-impérialistes, le système monétaire international s'est lui aussi détraqué.

Il ne pouvait fonctionner qu'à la condition que les différents pays européens acceptent indéfiniment le dollar comme moyen de règlement et de conservation des créances et surtout que la permanence du déficit financier extérieur des Etats-Unis se maintienne pour laisser croître les réserves de l'ensemble des pays capitalistes. Lorsque les différents pays créanciers ont cessé d'accepter ces conditions, les U.S.A. ont été contraints de limiter leur propre déficit et de ce fait même ils ont ralenti la croissance des liquidités internationales, alors que le volume des échanges et des transferts continuait à s'accroître d'année en année. Chaque pays vit désormais à la merci

d'une spéculation contre sa propre monnaie du fait que pour aucun d'entre eux, le volume des réserves de change publiques n'est à la mesure des masses de transferts qui peuvent être décidées à tout moment par les capitalistes privés.

• 5 — Dès lors les manifestations de crises se sont multipliées. De puis des années, la Grande-Bretagne cherche à imposer la discipline des salaires pour sauver le rôle international de ses firmes, l'Allemagne doit son expansion actuelle à la récession organisée en 1966-1967 qui avait élevé le nombre de chômeurs à 700.000 (l'Italie avait fait de même en 1963-1964) ; la France en est à sa 3<sup>e</sup> phase de stabilisation organisée pour défendre sa balance commerciale, modérer la demande intérieure et peser sur les salaires par le chômage.

En réalité, chaque pays s'efforce d'affronter la concurrence internationale en sacrifiant des objectifs sociaux ou collectifs et en pratiquant des politiques industrielles qui déguisent de moins en moins les actions de dumping. Partout s'opère un resserrement entre milieux capitalistes et dirigeants de l'Etat et de l'Administration pour décider en commun des choix nécessaires à la stratégie capitaliste des firmes nationales et accélérer leur concentration.

Mais en même temps, les dirigeants capitalistes aimeraient bénéficier des regroupements internationaux pour échapper à la contrepartie de l'aide étatique qui risque d'être un certain contrôle sur leurs décisions.

• 6 — La crise principale du capitalisme se développe alors sous plusieurs aspects :

a) C'est d'abord une crise internationale. La solution des difficultés du système monétaire international ne pourrait être trouvée que dans un accord entre les U.S.A. et les grands pays capitalistes européens. Mais les Etats-Unis déjà inquiets des menaces qui pèsent sur leurs positions dans les pays du tiers monde et divisés sur les orientations à suivre pour opérer la reconversion après la fin de la guerre au Vietnam, voudraient pouvoir compter sur le système monétaire pour assurer leur emprise sur l'économie européenne. La France hier, le Japon et l'Allemagne aujourd'hui veulent au contraire utiliser leurs puissances créditrices pour remettre en cause le partage des pouvoirs internationaux, recouvrer la plénitude de leurs droits politiques et poser un jour le problème de leur force nucléaire.

b) C'est aussi une crise de direction. Par exemple les équipes nationales traditionnelles directement détentrices du capital, doivent rechercher la participation de technocrates qui définissent de nouvelles conceptions de l'intérêt capitaliste à long terme, mais sont en même temps très dépendants des grands centres de pouvoir financier. A leur tour ces techniciens sont mis en cause par tous ceux qui,

dans l'entreprise et hors de l'entreprise, contestent la subordination de tous les moyens et de tous les objectifs de la société à l'intérêt du développement des grandes firmes.

c) C'est aussi une crise sociale qui a de graves répercussions politiques. Pour assurer la compétitivité maximum, les milieux dirigeants exigent la reconversion rapide des secteurs archaïques, la diminution des « charges », c'est-à-dire des objectifs sociaux et le contrôle de la formation et de la recherche donc de l'Université, ainsi que de l'information donc de la presse et de la radio. De ce fait, ils se coupent de toute une partie des classes sociales qui les appuyaient traditionnellement : petits agriculteurs, petite bourgeoisie commerçante en particulier.

d) C'est enfin une crise culturelle. Du fait des nécessités économique, l'idéologie qu'impose aux travailleurs la classe dominante, envahit la vie quotidienne de chacun et tend donc à être ressentie de plus en plus nettement comme oppressante. La contestation du capitalisme a tendance à dépasser dès lors son organisation économique et sociale, pour mettre en cause ses instances politiques, culturelles.

Le capitalisme a actuellement plus de moyens qu'en 1929 d'éviter une crise internationale générale, mais en revanche, le seul ralentissement durable de la croissance et l'exaspération des rivalités nationales suffisent à rendre explosives les situations et à donner naissance à des contestations de plus en plus radicales correspondant aux trois aspects de la crise :

1) Contestation des centres de décisions économique et politique, de leurs agents, de leurs critères, de leurs objectifs.

2) Contestation du modèle général de développement promis par le capitalisme actuel.

3) Contestation des formes impérialistes, principales et secondaires, de développement de l'économie internationale.

## THESE N° 2

### Les traits particuliers de la crise capitaliste en France

• 1 — Comme les autres pays occidentaux, la France a connu depuis 1945 — et surtout de 1954 à 1963 — un développement économique exceptionnel dû à la demande élevée des biens d'équipements favorisée par l'existence d'un important secteur industriel et financier public et à la demande de biens de consommation soutenue par les transferts de revenus opérés dans le cadre de la Sécurité sociale.

Mais l'ouverture générale des frontières rendue nécessaire par les besoins d'internationalisation de l'activité capitaliste a accru la concurrence étrangère, alors que les structures de l'économie française n'étaient pas encore aussi efficaces que celles des pays capitalistes les plus avancés.

Essayant de résoudre ces contradictions, la politique de stabilisation prolongée par le V<sup>e</sup> Plan a provoqué le ralentissement de l'activité économique et aggravé les inégalités que la croissance rapide avait pu masquer dans la période précédente.

Les tensions sociales engendrées par cette politique ont rendu possible le mouvement de mai-juin 1968, qui a fait apparaître clairement la profondeur des contradictions qui ébranlent la société française. Notre pays est entré ainsi de façon visible dans une période continue d'instabilité politique et sociale.

• 2 — Le gaullisme pouvait donner l'impression d'être plus apte à résoudre ce type de crises que le régime parlementaire traditionnel. L'habileté exceptionnelle du chef de l'Etat à utiliser l'autorité que lui conférait son rôle historique pendant la guerre et à jouer sur les oppositions des différents groupes dominants, ainsi que l'incapacité de la gauche à présenter une solution correspondant actuellement aux problèmes de notre époque, lui a souvent permis de surmonter temporairement certaines des contradictions de la société française.

Mais il a dû pour cela édifier un pouvoir encore plus centralisateur et détruire les institutions qui permettaient jadis une certaine

discussion politique et une certaine négociation sociale : partis, collectivités locales, organismes paritaires tels que la Sécurité Sociale, tandis que les organes d'information comme l'O.R.T.F. étaient réduits à la servilité et que les organisations syndicales elles-mêmes étaient menacées de perdre leurs pouvoirs de représentativité.

• 3 — Le régime gaulliste paraissait ainsi mieux adapté aux besoins de la concentration capitaliste moderne, moins dépendant des intérêts capitalistes marginaux, sur-représentés dans le parlementarisme classique. Cependant la France tout entière n'est elle-même qu'une des puissances capitalistes secondaires engagées dans une lutte inégale contre l'impérialisme dominant des États-Unis. Sous le régime gaulliste, elle a été le pays le plus engagé dans cette lutte. Le Gaullisme a tenté en effet de restaurer la notion d'un état puissamment interventionniste. A l'inverse de bien des Etats capitalistes, il a essayé de définir une stratégie économique et de l'appliquer en s'appuyant parfois, comme dans le pétrole, sur le secteur public. Mais il n'a pas pu donner une cohérence à tous ses choix, ni jeter les bases économiques et sociales de sa politique dite d'indépendance nationale, faute d'une puissance industrielle suffisante. Le capitalisme français ne pouvait compenser son infériorité technologique, son insuffisance de productivité horaire, qu'en pesant sur le coût de la main-d'œuvre par un taux aggravé de l'exploitation. Incapable de payer les frais d'une « politique sociale », il devait alors rechercher l'appui de la petite bourgeoisie ennemie la plus résolue du progrès technique et du développement collectif.

Là, se situe la principale contradiction du régime et de la classe dirigeante. Le gaullisme, contrairement à ce qu'affirme le P.C.F. n'est pas exclusivement le régime des grands monopoles. Certes il aspire à devenir le moteur d'une modernisation du capitalisme français et il a choisi de répondre aux problèmes de la concurrence internationale par un encouragement systématique à la concentration technique et financière. Mais dans ce dessein, il révèle les conflits internes à la bourgeoisie et se trouve contraint à des arbitrages qui menacent la cohésion de son assise sociale traditionnelle, largement représentative des formes archaïques de production et des couches de la petite bourgeoisie parasitaire.

La phase actuelle du capitalisme peut être caractérisée par une soumission croissante de l'appareil d'Etat aux critères et aux besoins de l'économie capitaliste. Cette évolution du rôle de l'Etat se traduit notamment par la dégénérescence du parlement qui, réduit au rôle de figurant, cesse d'être le centre des compromis entre les classes sociales et entre les diverses couches de la bourgeoisie. Le bonapartisme gaulliste exprime cette nouvelle réalité : l'arbitrage se fait directement au niveau du chef de l'Etat, mais la personnalisation apparente

du pouvoir couvre en fait son exercice dans des centres de décision et de concertation entre les technocrates et les représentants du patronat.

• 4 — Le caractère particulièrement rétrograde et autoritaire de la plupart des capitalistes français, leur attachement à des méthodes de gestion et de commandement dépassées par l'évolution de la technologie témoignent de leur crainte devant toute modification sensible du système de domination économique, tant en raison des vieilles habitudes de prudence d'une bourgeoisie peu portée aux initiatives dans le domaine industriel, qu'en raison de l'acuité des affrontements de classe dans un passé récent (1936 - 1944 - 1953). Cela explique que depuis plusieurs mois les tensions se sont multipliées. Le retard dans la concentration des entreprises face à une concurrence internationale accrue a imposé naturellement une politique de pression renforcée sur les salaires, et d'élévation rapide de la productivité du travail par son intensification. Il est apparu ainsi un contraste saisissant entre les mythes de l'efficacité néo-capitaliste, ouvrant à tous l'accès au bien-être matériel, et la réalité vécue quotidiennement par la quasi-totalité des travailleurs. De même, la prolifération bureaucratique d'un Etat ultra-centralisé, le mépris du Pouvoir pour toute forme, même illusoire de dialogue, sa tendance à se contenter de manipulations électorales plébiscitaires ou d'opérations de prestige, ont été autant d'éléments qui ont peu à peu atteint la légende d'un système étatique et politique qui serait soucieux de l'intérêt de tous et capable de prévoir l'événement.

• 5 — L'inégalité interne et internationale du développement des forces productives introduit au sein du camp impérialiste et du système capitaliste français des contradictions que le régime gaulliste est désormais incapable de surmonter.

A travers l'échec de la politique d'indépendance nationale, c'est le capitalisme français tout entier qui s'est montré incapable de se moderniser et de rattraper le capitalisme américain dans le cadre de la compétition inter-impérialiste.

Les difficultés rencontrées par le capitalisme français dans sa tentative de modernisation constituent la chance historique du socialisme dans notre pays et créent les possibilités d'une victoire des forces socialistes en France.

Le conflit social, politique et culturel de Mai 1968 a été la conséquence de cette crise structurelle du capitalisme dont les données demeurent fondamentalement inchangées. Le pouvoir gaulliste a tenté et tente de résoudre les conflits les plus sérieux par sa politique de «participation», mais il la complice lui-même de tant de

précautions et de limites que dans de nombreux cas elle ne permet même pas d'exprimer la critique collective selon des procédures acceptables. En même temps, il renforce considérablement son appareil de répression, rogne les libertés publiques et se montre plus que jamais soucieux de s'affranchir de tout contrôle. Le peu qu'il semble donner d'une main, il essaye de le reprendre de l'autre. Dans tout cela, il est fortement appuyé par le patronat qui cherche à restaurer son autorité absolue dans les entreprises en licenciant des syndicalistes, qui affirme son opposition à l'extension des droits syndicaux partout où il le peut et qui, par la spéculation sur la monnaie, a préparé la voie à une politique de déflation. Dans de telles conditions, où se manifestent si ouvertement l'égoïsme forcené et la grande peur de la classe dominante, de nouveaux affrontements sont inévitables.

## THÈSE N° 3

### Nécessité et actualité du socialisme

• 1 — De plus en plus le mode capitaliste de production fait la démonstration de son incapacité structurelle à surmonter ses contradictions, à tirer le meilleur emploi des ressources immenses que le développement des sciences et des techniques a données aux hommes. Les forces productives, humaines et matérielles, sont de plus en plus à l'étroit dans les limites que leur fixent les rapports de production capitalistes : elles restent asservies à la recherche de la plus-value et aux exigences de la reproduction élargie du capital.

Malgré les illusions de la « société du bien-être » et de la « société de consommation », la production pour la production, la prédétermination des besoins en fonction de la rentabilité capitaliste, les manipulations idéologiques, la réduction des travailleurs à l'état de simples supports des rapports de production constituent les aspects fondamentaux de la vie sous le régime capitaliste. De plus en plus il apparaît que les forces productives sont utilisées à des fins destructives (gaspillages, dépenses d'armement, impérialisme, etc..) des potentialités inscrites dans le contexte social.

C'est pourquoi, le socialisme ne peut être considéré comme une simple exigence morale ; il est nécessaire pour libérer les forces productives et pour empêcher que l'humanité se débatte dans des crises de plus en plus graves. En même temps il est à l'ordre du jour, parce que la contradiction entre rapports de production et forces productives, ressentie de plus en plus profondément, a trouvé sa résolution théorique dans le socialisme scientifique et un début de résolution pratique dans l'activité du mouvement ouvrier.

Nous voyons déjà s'estomper le décalage entre le rêve socialiste de l'humanité et la vision claire des moyens pour y parvenir comme des formes nouvelles d'une société possible, une fois levée la contradiction entre le caractère social du travail et l'appropriation privée du capital. Qu'il s'agisse d'un certain nombre de secteurs d'activité pris isolément, ou qu'il s'agisse de la société tout entière, l'évidence se fait de plus en plus apparente que le socialisme apporte des solutions concrètes et actuelles aux contradictions multiples que rencontre notre société.

Le fait que les solutions socialistes se dessinent de manière toujours plus claire, comme des réponses précises à des situations délimitées, secteur par secteur, ne doit pas laisser croire qu'une structure socialiste propre à un seul secteur d'activité peut subsister dans un environnement capitaliste, bien au contraire.

Il ne doit pas non plus nous faire surestimer le niveau général de conscience. De la nécessité objective du socialisme à la compréhension subjective de cette nécessité et à l'affirmation des travailleurs en tant que force collective révolutionnaire, il existe une marge que la lutte de classe politique sous ses différentes formes doit combler.

La tâche est d'autant plus urgente que le régime capitaliste dispose encore de moyens plus importants pour prolonger son pouvoir. La tentation, pour une fraction de la bourgeoisie, de recourir à des formes autoritaires de domination rend plus actuelle et plus urgente encore la lutte pour le socialisme.

• 2 — L'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste apparaît de plus en plus clairement à des couches de plus en plus nombreuses de la population. Les éléments les plus avancés du monde agricole découvrent par exemple qu'une politique purement libérale, n'agissant que par le soutien des prix sans toucher aux structures de la propriété privée, ne permet plus d'assurer un avenir aux paysans. Le travail en commun, la transformation et l'extension de la coopération, le contrôle public des sols et la maîtrise à partir de là de l'industrialisation de l'agriculture et de la distribution des produits. Telles sont les solutions vraiment actuelles.

• 3. — La crise de l'université et du système d'enseignement a été ouverte à partir du double refus d'une culture de classe et d'une formation professionnelle qui satisfait davantage les besoins de spécialisation du patronat que les besoins de polyvalence des futurs travailleurs. Les solutions sont à rechercher dans un enseignement soumis au dialogue et à la critique, dans une ouverture réelle de l'enseignement à toutes les couches sociales, et dans la création de liens effectifs entre le monde du travail et le monde de ceux qui s'y préparent. Là encore les solutions vont dans le sens du socialisme.

• 4 — De la même manière, la recherche scientifique joue un rôle croissant dans la détermination des objectifs et des stratégies de production. Le capitalisme tend pour cette raison à exercer sur elle un contrôle de plus en plus strict. Insérés dans l'enjeu des contradictions capitalistes, les chercheurs en découvrent le caractère insoluble. Là encore, il n'y a de solution que celle qui assure à la recherche des fonds intégralement publics et la soustrait à la pression du profit : ce sont des solutions d'orientation socialiste.

• 5 — La crise financière récente a mis clairement en évidence l'étroitesse de la marge de manœuvre des milieux capitalistes qui en supposant aux moindres expériences réformatrices, font mentir chaque jour un peu plus la légende de l'« Etat providence ». Par ailleurs, le renforcement du pouvoir des milieux financiers internationaux, grâce à la libéralisation croissante des mouvements de capitaux, rend de plus en plus difficile l'interventionnisme des Etats nationaux. Par là se rouvre la possibilité de crises économiques graves. Devant un système aussi visiblement absurde et qui travaille à sa propre perte, le problème qui se pose est bien celui de bouleverser complètement les mécanismes économiques et sociaux qui assurent sa survie.

• 6 — D'une manière plus générale, les crises simultanées et interdépendantes de l'Etat, de la démocratie parlementaire, du capitalisme en tant que système économique, de la culture bourgeoise et du mode de vie appellent des solutions socialistes. Mais pour les rendre possibles, il faut abattre le rempart essentiel des capitalistes, leur Etat et instaurer l'hégémonie politique des travailleurs, tâche historique de notre temps.

## THESE N° 4

### La base sociale des forces socialistes

• 1 — L'évolution économique a provoqué des modifications dans la structure des classes sociales telles qu'elles apparaissent au XIX<sup>e</sup> siècle et une diversification des domaines où leurs affrontements se manifestent.

• 2 — Les grandes entreprises, celles qui assurent le développement du système, voient leur propriété de plus en plus diluée entre un nombre considérable d'actionnaires sans pouvoirs, cependant que leur direction est assurée par des cadres qui sont de véritables fonctionnaires du capital et qui ne détiennent qu'une part infime de propriété. La grande bourgeoisie se définit davantage comme le milieu des grands dirigeants d'entreprises et des administrateurs de sociétés industrielles et financières, que comme celui des capitalistes individuels, et le système culturel est de plus en plus un des éléments déterminants de sa sélection et de sa formation.

• 3 — La classe ouvrière, de son côté, s'est diversifiée et surtout son niveau de compétence technique s'est globalement élevé.

Il faut à ce sujet aborder un problème de définition qui a son importance, compte tenu de l'impact du vocabulaire sur l'opinion publique : les salariés mensuels, techniciens, cadres productifs, administratifs — ou les fonctionnaires — ne se reconnaissent pas sous le terme d'« ouvriers ». Ils réservent cette appellation aux travailleurs horaires (en général). Or cette dernière catégorie ne représente plus guère qu'un tiers de la population totale et tend encore à décroître. Aujourd'hui, sous le terme générique d'« ouvrier » — ou mieux, parce que plus précis de « prolétaires » — il faut entendre l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail, ce qui représente la majorité croissante des salariés. Dans cette acception générale, les paysans intégrés par les firmes capitalistes, les chercheurs, les ingénieurs, certains travailleurs intellectuels peuvent faire partie du prolétariat selon les conditions concrètes d'exercice de leur travail.

• 4 — La couche particulière de cadres est appelée en outre à jouer un rôle dans la construction du socialisme. Son apport technique est

indispensable au succès de l'expérience et à l'exercice d'une démocratie économique effective. Cependant sa situation dans la société actuelle en fait une catégorie ambiguë à la fois quant à son rôle dans le processus de production, quant à sa place dans l'échelle des revenus et quant à ses origines sociales. Dans leurs tâches de producteur, les cadres ont les mêmes intérêts objectifs que les autres travailleurs. Les cadres gestionnaires, au contraire, sont dans une situation différente et ce n'est qu'une minorité d'entre eux qui rejoignent le combat socialiste. La hiérarchie des salaires fait apparaître également d'importants clivages. Une partie des salaires les plus élevés ne peut être considérée comme la location d'une force de travail, mais représente en fait, sous la forme juridique apparente du salariat, une répartition de la plus-value elle-même. Enfin, dans une couche sociale aussi hétérogène, les facteurs culturels, et notamment les classes d'origine, jouent un rôle souvent déterminant.

- 5 — Les jeunes, en raison de leur situation économique, idéologique et politique particulière, constituent un groupe qui peut jouer un rôle important dans le combat pour le socialisme. Maintenu le plus longtemps possible dans une tutelle idéologique qui vient justifier une tutelle économique et une surexploitation, les jeunes travailleurs vivent spécialement les contradictions du régime capitaliste.

En dépit d'une certaine influence de leur origine sociale qui découpe, parmi les jeunes, les couches dont la pratique peut être différente, un nombre croissant de jeunes fait partie de la base sociale des forces socialistes, en raison de leur situation dans la société bourgeoise.

- 6 — Dans l'agriculture, la lutte des classes continue à opposer les salariés du patronat dans des exploitations agricoles, les coopératives et autres organisations professionnelles dirigées par la bourgeoisie et les industries agricoles ou alimentaires.

Dans le même temps, la bourgeoisie agricole, composée de gros exploitants, propriétaires ou fermiers, utilisant les plus pauvres pour maintenir ses rentes de situation, et dont les intérêts sont liés au développement capitaliste, dominant politiquement et syndicalement la paysannerie.

A l'égard de la masse des petits et moyens exploitants, les forces capitalistes développent un double phénomène de prolétarianisation : elles condamnent, d'une part, bon nombre d'entre eux à une paupérisation dans un système de production archaïque pour pouvoir puiser dans son réservoir de main-d'œuvre non-qualifiée. Elles répandent, d'autre part, des formes d'économie contractuelles, partant desquelles, le paysan intégré devient le façonnier de l'industrie ou du commerce.

Les bases d'une lutte de classe à l'intérieur même de l'agriculture sont ainsi réunies. Un courant moderniste du type « jeune patron » utilise les aliénations du milieu et notamment le désir d'accession à la propriété privée des moyens de production pour canaliser les luttes vers des solutions qui s'inscrivent dans le système capitaliste.

Mais une masse de paysans est réellement en lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie. Découvrant leur situation de prolétaires, ils conçoivent déjà l'organisation de leur profession sur des bases socialistes et participent à la lutte globale pour abattre le capitalisme.

- 7 — Enfin les inégalités que secrète le capitalisme moderne se traduisent également au plan régional sur le mode d'une exploitation de type colonialiste, portant notamment sur le niveau d'emploi, de rémunération et sur les plans linguistiques et culturels. Cette exploitation est un facteur important de prise de conscience dans des régions profondément sous l'emprise paternaliste des notables industriels et ruraux. Elle permet de découvrir certaines solidarités défensives entre ouvriers et petits paysans, qui ne permettent certes pas d'intégrer ces dernières forces au combat socialiste, mais qui peuvent, du point de vue stratégique, accroître les contradictions au sein de la bourgeoisie de ce pays.

- 8 — Les formes nouvelles de la propriété et de la gestion capitalistes s'accompagnent d'un durcissement de la lutte des classes, dont la politique économique et sociale du gaullisme depuis quelques années est une expression saisissante. Mais le progrès technique se diffuse à une vitesse telle et sous de telles contradictions que la situation de classe est ressentie non seulement en fonction de ses caractéristiques essentielles et permanentes (être ouvrier ou être paysan), mais aussi en fonction de l'impossibilité où elle met les hommes de faire face aux changements inévitables des techniques de production (paysans de l'ouest, mineurs, ouvriers du textile naturel...).

- 9 — De ce fait, la différenciation entre les classes sociales se fait aussi bien en fonction de l'accès au système d'enseignement qu'en fonction de la situation objective dans la production. L'école, l'enseignement professionnel, l'université jouent un rôle de plus en plus important comme élément de barrage et d'intégration sociale. L'immobilité de la condition ouvrière en est ressentie par les intéressés comme une conséquence.

- 10 — La prise de conscience des situations de classes et des solidarités qui en découlent est elle-même marquée par cette évolution. C'est souvent dans les branches les plus modernes que le sentiment d'insécurité devant la rapidité du changement technologique est la

plus grande, et c'est aussi dans les branches que se trouve la plus forte proportion de travailleurs hautement qualifiés. Ils sont donc bien placés pour exprimer la forme d'exploitation qu'ils subissent et peuvent en tirer les conclusions politiques.

• 11 — Le courant socialiste ne pourra triompher qu'en rassemblant tous ceux qui vendent leur force de travail et sont exclus de tout pouvoir effectif sur les décisions de production. Dans cet ensemble, qui constitue le prolétariat moderne au sens large, les différentes couches sociales ont leur rôle à jouer. Si les travailleurs de l'industrie constituent l'élément moteur, à la fois en raison de leur position stratégique dans le processus de production, les intellectuels révolutionnaires occuperont inévitablement une place importante mais non prédominante dans l'élaboration et la formulation de l'apport théorique indispensable, ce qui implique leur participation effective aux luttes sociales. Des contradictions apparaîtront naturellement au sein des forces populaires elles-mêmes, aussi bien dans la période de lutte pour le pouvoir que dans la période de transition vers le socialisme. Ces contradictions sont liées à la division technologique du travail. Vouloir les nier reviendrait à imposer, au nom du prolétariat, la dictature d'une minorité bureaucratique et technocratique. L'hégémonie elle-même du prolétariat tout entier exige au contraire qu'elles soient surmontées par l'exercice de la démocratie au sein du mouvement socialiste lui-même et de la société tout entière, en même temps que par l'élévation continue du niveau de connaissance et de conscience de l'ensemble des travailleurs. Le parti doit y contribuer en apportant les analyses, les objectifs et les mots d'ordre d'action correspondant aux intérêts communs des classes sociales qui luttent contre le mode de production capitaliste.

## THÈSE N° 5

### L'alternative démocratique est une fausse solution

• 1 — L'union des forces sociales qui ont un intérêt commun à la disparition du système capitaliste ne peut être réalisée que dans l'action pour la construction de la société socialiste. C'est une autre stratégie que met en avant le Parti Communiste : pour lui, le passage au socialisme dépend de l'établissement préalable d'une « démocratie avancée ». Cela implique à ses yeux la formation de la plus large coalition, donc l'alliance avec des couches sociales non capitalistes mais dont les intérêts actuels sont liés au système de profit et de propriété privée, et qui remettent en cause les excès de la concentration et de l'étatisation mais non le capitalisme lui-même.

Cette stratégie n'est pas profondément différente de celle qui a présidé à l'établissement de certaines « démocraties populaires » aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Dans un premier temps, on cherche à affaiblir le pouvoir central en l'enfermant dans le système parlementaire classique ; dans un second temps, le Parti Communiste s'empare lui-même des leviers de commande, avec le concours de formations secondaires. Nous ne saurions nous prêter à une telle stratégie ; les luttes que nous menons, préfigurent le type de société que nous voulons construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

• 2 — Mais il est vrai que le passage au socialisme dépend nécessairement de la transformation du pouvoir central. La conquête du pouvoir au niveau des collectivités décentralisées et des unités de production resterait illusoire ou éphémère si elle ne s'accompagnait d'une mainmise des forces populaires sur l'appareil central de l'Etat. Pour abattre le capitalisme, les luttes doivent être menées en même temps au sommet et à la base : celles qui visent à transformer les réalités du travail, la nature de la production et le système de relations ou d'échanges entre les hommes ne peuvent attendre la conclusion des luttes qui visent à prendre en charge l'appareil d'Etat, les centres de décision économique et les principaux centres d'information. Mais leur sens en dépend. Avant comme après la prise du pouvoir par les forces socialistes, il convient de laisser jouer cette dialectique entre le mou-

vement de masse des travailleurs et les institutions politiques. Il ne saurait donc y avoir de modèle unique de passage au socialisme, même à l'intérieur d'un seul pays : le mouvement de Mai 1968 ne correspondait pas à celui du Front Populaire de 1936.

• 3 — Cette perspective implique un double refus :

— après la prise du pouvoir, le refus de contraindre les organisations de masse, et en particulier les syndicats, à se conformer à la politique définie par le seul pouvoir central ;

— avant la prise du pouvoir : le refus de se laisser enfermer dans un jeu parlementaire trop éloigné des luttes à la base et du mouvement des masses.

Dans une société socialiste, le suffrage universel serait l'un des moyens privilégiés pour déterminer à tous les échelons, les choix politiques et économiques de la collectivité tout entière. Dans la société actuelle, dominée par le pouvoir du capital et par les moyens d'information, de propagande et de conditionnement culturel à son service, le suffrage universel ne permet pas plus l'expression des intérêts du peuple que la demande sur le marché, faussée par la publicité des entreprises et par leurs choix de production, ne révèle la véritable hiérarchie des besoins objectifs.

Toutefois, le suffrage universel peut refléter, dans une certaine mesure, le rapport des forces. Il est donc impossible de négliger les batailles électorales mais leur importance dépend de la conjoncture. Elles peuvent contribuer à relancer le rapport de forces dans un sens favorable aux travailleurs : on l'a vu après les grèves qui ont pu se dérouler après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Wilson en Angleterre ou du Front Populaire en France. Elles peuvent mettre en cause plus directement le pouvoir central et soutenir les forces socialistes qui s'expriment à travers les luttes sociales. En cas de victoire, elles peuvent permettre à ces forces de contrôler l'appareil d'Etat et certains centres de décision ou d'information.

Mais l'exercice du gouvernement, conséquence d'une éventuelle conquête de la majorité parlementaire, ne saurait être confondu avec la conquête du pouvoir réel. Dans la société capitaliste moderne, les décisions les plus importantes sur le plan politique, économique et social ne sont pas prises au niveau des organes représentatifs, mais en dehors des institutions proprement dites, dans les centres de consultation entre les directions capitalistes et les organes de l'Etat. Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'Etat, mais dans sa direction de l'économie à travers l'appropriation privée des moyens de production. Si le contrôle des organes

du gouvernement constitue un facteur décisif pour un aboutissement victorieux de la lutte, la conquête effective du pouvoir implique en fait le changement des rapports de forces à tous les échelons et tout d'abord au niveau des entreprises elles-mêmes.

• 4 — La recherche d'une représentation parlementaire peut aussi s'expliquer par une volonté de réformes. Il est vrai qu'à certains moments de la lutte, il peut être utile d'aboutir à des compromis, c'est-à-dire à des réformes partielles, il faut alors que ces conquêtes puissent servir à de nouvelles luttes, plus intenses et plus significatives. Il ne saurait donc y avoir d'action parlementaire sans un lien étroit et permanent avec les luttes sociales ; les forces populaires ne peuvent adopter la pratique et la théorie social-démocrates, qui font dépendre la transformation sociale de la seule action politique, au sens institutionnel et traditionnel du mot. C'est au contraire, sur le lieu du travail qu'elles doivent mener prioritairement la bataille, puisque c'est là que s'exprime fondamentalement la puissance de leur adversaire.

• 5 — L'ampleur des réformes réalisables dépend après une victoire populaire, du rapport des forces et de la conjoncture. Mais il est décisif d'imposer de véritables réformes qui modifient dans la société tout entière, la répartition des pouvoirs en faveur des classes populaires et des forces socialistes. Ces transformations rendues possibles par l'intervention des masses, doivent être poursuivies à travers un processus ininterrompu de transitions vers le socialisme.

Si une coalition victorieuse des classes anti-capitalistes portait des coups suffisamment forts à l'Etat capitaliste pour que celui-ci cède la place à un nouveau pouvoir au service des travailleurs, rien n'interdirait alors de procéder graduellement à la construction d'une société socialiste. Par contre, si un premier succès des forces populaires était insuffisamment exploité et n'aboutissait qu'à une modification des structures politiques, des réformes mêmes considérables (nationalisations par exemple) ne pourraient empêcher le capitalisme — national ou international — de continuer à exercer sa pression en vue d'un retour en force de ses partisans. Fixer comme objectif aux travailleurs la conquête d'une démocratie véritable ou avancée est par conséquent une erreur profonde. C'est en fait les orienter vers un aménagement illusoire de l'ordre existant ; c'est leur proposer — ou faire semblant de leur proposer — une voie qui n'est pas sensiblement différente de celle du réformisme traditionnel.

• 6 — L'« alternative démocratique » est donc une fausse solution. Ainsi le programme minimum dit de « démocratie avancée » tend à se concilier la petite bourgeoisie qui, dans sa majorité, recoupe

un marais apolitique, oscillant entre la droite et la gauche. Le P.C.F. se pose en défenseur de ses structures et de ses modes de production périmés, ce qui contribue à maintenir une barrière de classe entre elle et le prolétariat. Cependant toute importante lutte de masse la rejette vers la droite. Il s'agit beaucoup moins de la gagner par des pratiques réformistes que par la puissance et la force d'attraction de la classe ouvrière, et l'assurance qu'un pouvoir ouvrier lui assurerait une transition vers le socialisme. Seule l'alternative socialiste s'imposera efficacement, car elle peut seule répondre aujourd'hui aux impératifs d'une société dont la transformation radicale est devenue la condition nécessaire du progrès matériel et de la libération des hommes. Elle implique une stratégie globale visant à la conquête du pouvoir à tous les niveaux de la décision économique et politique.

## THÈSE N° 6

### Sur la société socialiste en gestation

• 1. — Le mouvement de Mai a montré que des solutions socialistes apparaissent actuelles et nécessaires à des couches de plus en plus nombreuses de la société. Le caractère illusoire des propositions social-démocrates n'en apparaît que plus évident. Cependant la référence au socialisme ne constitue pas, pour les pays développés, une image claire ni convaincante. Bien au contraire, les formes bureaucratiques et oppressives de la plupart des expériences socialistes en cours, constituent aujourd'hui, pour de nombreux travailleurs, un élément d'inquiétude et d'hésitation, voire un motif de refuser de s'engager dans la lutte pour l'instauration d'un pouvoir socialiste en France.

• 2. — Les révolutions socialistes qui ont jusqu'à présent triomphé de l'adversaire capitaliste, sauf le cas des révolutions exportées en Europe de l'Est, ont toutes eu lieu dans des pays économiquement peu développés. La plupart ont dû faire face à d'énormes difficultés économiques et sociales, suscitées par le bas niveau des forces productives ou par des interventions étrangères. La recherche d'une industrialisation rapide à partir de bases de départ réduites, la nécessité de transformer des masses paysannes considérables, au niveau culturel faible, en travailleurs de la grande industrie, ont exigé des sacrifices tels qu'ils entraînaient inéluctablement le processus de bureaucratisation. En U.R.S.S. en particulier, l'incapacité où se trouvait la classe ouvrière d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir, a permis aux tendances autoritaires de triompher au sein du Parti Communiste et de s'affranchir, sous Staline, de tout contrepoids démocratique. Il en est résulté un édifice social ultra-hiérarchisé, rappelant certains des pires aspects du capitalisme, et dans lequel les travailleurs sont privés des moyens élémentaires d'expression politique.

• 3. — Aujourd'hui cependant, la centralisation de l'ère stalinienne est entrée en crise. Une première vague de contestations (Hongrie, Berlin-Est, Pologne) a provoqué un réexamen des méthodes de planification en même temps qu'elle démontrait la faillibilité du système. Sous des formes diverses, avec une conscience plus ou moins nette des problèmes à affronter, des pays en transition vers le socialisme

ont mis à l'ordre du jour la lutte contre la bureaucratisation. C'est par exemple le sens de la révolution culturelle chinoise, comme c'est le sens de la recherche d'une démocratie directe qui se fait à Cuba.

Les efforts faits en Europe pour ouvrir la voie de la démocratie socialiste méritent un examen critique d'autant plus attentif que le stade de développement industriel de ce pays se rapproche davantage du nôtre. L'autogestion yougoslave a eu le mérite de créer un type de rapports sociaux et humains dont certains aspects vont dans le sens du socialisme non bureaucratique dont nous sommes partisans. Le rejet de la planification administrative et son remplacement par un système plus souple et plus démocratique, l'expérience des conseils ouvriers de gestion, les multiples formes de coopération à la campagne, enfin les formes d'autogestion sociales instituées dans les localités, les quartiers, les groupes d'habitation, les services publics et les organismes de distribution pour les produits de consommation sont autant de références utilisables pour l'élaboration d'un projet socialiste nouveau.

C'est dans cet esprit qu'il importe de dégager le véritable sens de l'évolution de la Tchécoslovaquie. Pays européen, industriellement développé, la Tchécoslovaquie constitue en effet un terrain favorable pour la construction d'un socialisme adapté aux conditions des pays capitalistes avancés. Découvrant qu'une planification doit s'assouplir pour correspondre aux besoins d'une société en cours de développement et donc de diversification croissante, les communistes tchécoslovaques ont compris que cette souplesse devait être apportée au système économique par la libre expression des conflits d'intérêts. Ils en ont conclu à la nécessité de supprimer l'appareil policier, autrefois justifié par la nécessité de protéger une économie socialiste fragile parce que récemment établie, et aujourd'hui inutile parce que le socialisme, assuré de ses fondements, a désormais pour tâche principale de régler les contradictions entre différentes catégories de travailleurs. Les discussions sur le rôle dirigeant du Parti et sur la gestion ouvrière n'avaient pas d'autre sens, et le coup d'arrêt soviétique s'explique avant tout par le refus d'admettre une expérience qui risquait de démontrer l'inutilité de la bureaucratie. Notre condamnation radicale de cette intervention ne signifie pas que nous considérons comme positifs tous les aspects de l'évolution dans laquelle s'engageait le P.C. tchécoslovaque.

• 4. — Dans la conscience de nombreux communistes a pénétré l'idée que la domination bureaucratique exercée sur les peuples au nom du prolétariat était devenue une entrave majeure à l'épanouissement du socialisme. Mais cette évolution ne s'est pas fait sentir encore dans l'action du Parti Communiste Français. Dès lors, pour les travailleurs français, le règne bureaucratique n'est pas une image lointaine d'Europe orientale mais une réalité vivante, une projection du même phénomène sous leurs propres yeux. Le Parti Communiste Français n'a pas abandonné la théorie de la « courroie de transmission », particulièrement astreignante pour le mouvement syndical ; il sait faire capoter les initia-

tives qui sont nées en dehors de lui ou dont il ne peut pas assurer le contrôle total, (les actions contre la guerre du Vietnam nous en ont fourni maints exemples) ; il sait vassaliser ceux qui acceptent d'être ses compagnons de route ; il tente de détruire systématiquement les associations qui ne peuvent pas être satellisées ; il refuse tout expression politique autonome des forces socialistes dans les municipalités où elles sont ses alliées minoritaires.

Notre désaccord avec le Parti Communiste Français doit être précisé en des termes permettant d'ouvrir un large débat public :

a) sur les formes d'organisation critique du pouvoir incontrôlé de la commission des cadres du Parti, créant une hiérarchie cooptée ;

b) sur l'idéologie qui déguise ce bureaucratisme : en invoquant le titre de « parti de la classe ouvrière », le Parti Communiste Français réclame le monopole du pouvoir de fait dans toutes les situations où il prône néanmoins des alliances. L'hétérogénéité de la classe ouvrière, tant au point de vue de ses traditions que de sa structure, interdit à tout parti de revendiquer sa représentation exclusive.

• 5. — Dans un tel contexte, la démonstration qu'un régime économique socialiste est le fondement nécessaire d'une société plus libre, revêt une particulière importance car elle est seule capable d'empêcher le rejet du socialisme par des couches sociales qui ont vocation à être ses meilleurs défenseurs. Mais cette démonstration découle de la nature même des contradictions qui minent la société capitaliste actuelle.

• 6. — Dans les pays de l'Europe occidentale, les bases du développement industriel ont été jetées au siècle dernier par le système capitaliste lui-même. Le problème n'est donc pas d'édifier rapidement une société industrielle nouvelle au prix d'un effort exceptionnel traduit par le rationnement, mais au contraire d'utiliser au mieux les possibilités techniques de l'économie au service du bien-être et de l'épanouissement de chacun.

Le capitalisme moderne fait apparaître sous quatre aspects essentiels la contradiction permanente qui existe entre le caractère social du travail et l'appropriation privée des moyens de production et d'échange. Ces quatre aspects concernent la répartition, la croissance et l'utilisation des ressources nées du travail.

a) Tout d'abord le maintien de la domination des groupes dirigeants liés au capital implique une très grande inégalité dans la répartition des fortunes et des revenus. Cette inégalité permet en effet d'intéresser les cadres supérieurs au maintien du système et de provoquer des conflits entre les différents groupes de travailleurs ; elle est encore accusée par le système d'appropriation des actifs créés par autofinancement et par la législation concernant l'héritage.

A partir de l'inégalité, les décisions les plus rationnelles au regard du calcul économique effectué par la collectivité ne peuvent conduire qu'à de nouvelles injustices ; la même règle ou le même tarif ne peuvent en effet avoir le même effet sur des citoyens disposant de moyens par trop inégaux. Les choix de production eux-mêmes sont conditionnés par cette répartition et aboutissent à diminuer l'efficacité du système de production et à en réduire la rentabilité.

b) La nécessité absolue de conserver le contrôle de leurs affaires amène les milieux dirigeants à limiter l'appel à des ressources extérieures à l'entreprise pour le développement de ces entreprises. Ainsi liée aux variations de l'autofinancement, la croissance des investissements subit des à-coups considérables qui provoquent à leur tour des fluctuations dans les rythmes de l'activité économique, et ce n'est qu'à de rares moments que l'on peut approcher du plein-emploi ; par là-même le capitalisme est condamné à se restreindre lui-même et à entraîner les pays qu'il domine dans une sous-utilisation des possibilités de développement.

c) L'appropriation privée des facteurs de production, source du pouvoir économique et finalement du pouvoir politique, amène à subordonner les choix collectifs aux impératifs des entreprises de production elles-mêmes.

Tout ce qui peut apparaître comme des charges dont l'entreprise pourrait être libérée est systématiquement combattu. Au nom de la compétitivité des économies, les groupes dirigeants s'efforcent de restreindre le champ des projets sociaux. Aux U.S.A., ce sont les programmes de lutte contre la pauvreté et les projets en faveur des villes et surtout des communautés de couleur qui sont la cible préférée des milieux d'affaires.

Dans les pays du Marché Commun, la planification officielle où les interventions publiques sont de plus en plus subordonnées à des stratégies du développement industriel, quitte à rogner sur les programmes de couverture des risques sociaux, d'urbanisation et d'éducation. Au nom de sa défense en tant que producteur, le citoyen voit ses besoins les plus essentiels sacrifiés ; son travail est aliéné dans des objets dont on cherche ensuite à lui prouver qu'ils sont l'expression de ses désirs les plus profonds.

d) Enfin, pour conserver leur pouvoir, les dirigeants actuels du secteur privé doivent, ou renoncer au développement, ou procéder à une concentration incessante sans se soucier des conséquences d'une telle attitude mathusienne, de telle sorte que les choix d'une seule firme touchent un nombre croissant de travailleurs dans plusieurs pays et mettent encore plus les centres de décision hors de la portée de ceux qui en subissent les conséquences dans leur vie quotidienne.

Mais le développement même de l'économie ne peut se réaliser sans une élévation rapide du niveau de formation des travailleurs, et ceux-ci découvrent que l'entreprise capitaliste veut utiliser leur force de travail et leur qualification, mais en aucune manière leur capacité intellectuelle de discuter, voire de mettre en question les objectifs de l'entreprise dont ils dépendent et, par delà celle-ci, du système économique qu'elle plie à ses propres exigences.

• 7. — C'est à partir de ces quatre aspects de la même contradiction que s'organisent les trois axes de développement de la société socialiste en pays industriel.

Le premier axe est la mise en place d'un système de planification centrale, souple et adaptable mais capable d'imposer ses orientations, c'est-à-dire des choix politiques homogènes et une distribution de la richesse collective qui ne laisse à personne la disposition de rentes sur la collectivité.

Le second axe est la décentralisation de l'organisation économique, de manière à situer les décisions le plus près possible des intéressés pour qu'ils puissent les prendre ou, à tout le moins, les contrôler en pleine connaissance de cause.

Le troisième axe est l'organisation d'un système d'éducation et de culture donnant à chacun le moyen de comprendre le monde dans lequel il vit et éventuellement de le remettre en question, créant la possibilité permanente d'apprendre les données nouvelles de sa profession pour conserver sa liberté de travailleur et enfin ouvrant la perspective d'une réduction progressive dans la différenciation des tâches.

• 8. — La planification socialiste répond à un double objet. Par le caractère démocratique de son élaboration, elle doit permettre aux hommes en tant que producteurs, en tant que consommateurs, en tant qu'habitants et en tant que citoyens, d'exprimer leurs préférences collectives et de déterminer les choix sociaux que ces préférences impliquent. L'expression de ces préférences et de ces choix exige l'extension maximale de la démocratie à tous les niveaux de l'organisation économique et sociale.

Par ses moyens d'exécution, constitués à partir des organismes d'études, de recherche et de financement et appuyés par la fixation de règles fiscales et de prix directeurs, la planification imposera les choix de la collectivité, établis au niveau national et précisés à l'échelon régional. Elle assurera la lutte permanente contre toute rente de situation ou de monopole. Dans la période de transition, en dehors des nationalisations qui auront été décidées pour des raisons d'intérêt général, la nationalisation restera, dans tous les autres cas, la sanction ultime pour non-respect des orientations du plan. L'arme essentielle de la planification étant la création de capacités de production nouvelles, la multipli-

cation des entreprises publiques de caractère national ou régional, la création éventuelle de sociétés d'économie mixte et le maniement du permis de construire industriel resteront ses moyens les plus puissants.

• 9. — La nationalisation ou plus généralement l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ne résout qu'un problème : celui de mettre fin à la source primordiale de contrôle du pouvoir économique par la bourgeoisie. Mais elle ne préjuge en rien de la forme de gestion à mettre à sa place. Elle est même lourde d'un risque de gestion bureaucratique.

Il est certes d'autres secteurs dont la collectivisation s'impose pour des raisons multiples. Ainsi la municipalisation progressive des terrains à bâtir est nécessaire pour mettre en œuvre une politique efficace du logement et de l'aménagement urbain, donc redonner un contenu positif à la démocratie locale. Ainsi la nationalisation des industries produisant les biens nécessaires à l'exercice de la médecine correspondra à la mise en place d'une organisation non lucrative protégeant le mieux possible la santé de tous les Français.

Mais l'essentiel restera d'organiser effectivement le pouvoir de la collectivité des travailleurs et non celui d'une bureaucratie d'Etat au fur et à mesure que l'appropriation collective aura détruit le pouvoir des classes actuellement possédantes. Pour lutter contre de telles déviations bureaucratiques, il faut décentraliser l'initiative et le contrôle dans le détail de l'activité économique. Ceci implique la nécessité de faire jouer des critères économiques qui permettent aux intéressés de juger les responsables d'une gestion, de les critiquer, de les révoquer. L'Etat ne doit ni protéger des statuts hiérarchiques qui seraient arbitrairement acquis une fois pour toutes, ni déterminer impérativement dans leurs détails les conditions économiques des décisions des entreprises. La formation technique et idéologique destinée à amener les mobilités nécessaires dans l'expérience des responsabilités doit constituer la tâche privilégiée de l'université socialiste, et être dans toute la mesure du possible assurée dans le cadre même des horaires de travail des producteurs.

Pour l'agriculture, on peut concevoir une organisation socialiste de l'économie agricole qui réduira à sa plus simple expression l'influence de la propriété foncière. Il faut pour cela programmer l'organisation de la production, de la distribution des produits alimentaires dans des formes coopératives passant outre à l'opposition des propriétaires fonciers.

Dans le reste de l'appareil de production, le problème-clé est le contrôle démocratique des décisions des entreprises. Là où les techniques de production ou le niveau de qualification élevé des travailleurs le permet, l'autogestion, c'est-à-dire la prise des décisions essentielles, le choix des directeurs et leur révocabilité par des conseils élus par les

travailleurs de l'entreprise, devra être mise en place. Partout ailleurs, à chaque niveau de l'entreprise (atelier, département, usine, groupe) les directions resteront nommées, mais des représentations ouvrières devront exercer sur les décisions un contrôle sanctionné par un droit de veto. Le mouvement syndical de son côté restera libre de contester la gestion comme d'en faire évoluer les conditions par des accords contractuels. Le passage à l'autogestion complète pourra se faire sur la demande des travailleurs, après l'approbation de la collectivité régionale, tutrice des entreprises en ce qui concerne le respect de la légalité socialiste comme l'application du plan.

• 10. — En pays développé, un système économique socialiste ne peut trouver son équilibre que grâce à la complète liberté d'expression de tous les intérêts que la planification entend prendre en considération. C'est en outre seulement par la clarté de l'information que l'opinion pourra être convaincue de la justesse des choix économiques faits. Trois types de dispositions doivent assurer l'exercice complet de cette liberté et faire ainsi de la société socialiste cette société d'hommes libres qu'il est impossible au capitalisme de devenir.

En premier lieu la liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision, par la nationalisation des moyens de presse (imprimerie — messagerie — publicité), grâce à la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.

En second lieu, la liberté résultera également de la diminution des fonctions de l'Etat central. Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'Etat devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante, soit au profit de services publics autogérés (éducation, santé) soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimension régionale : logement, etc.), ou locales.

En troisième lieu, et par delà le débat entre les partis politiques, le mouvement syndical conservera une fonction de contestation sans être directement responsable de la gestion économique. Cependant le rôle des syndicats ne saurait se borner à l'action revendicative ou à la contestation de la gestion. Dans une société socialiste, les syndicats doivent avoir un rôle d'information sur les statuts de la gestion, un rôle d'étude et d'information sur la situation économique de la nation et de l'entreprise afin d'aider les travailleurs à participer à l'élaboration de la planification ainsi qu'au contrôle de son exécution.

• 11. — Dans une société de cette nature, la culture ne sera plus l'ensemble de références mondiales, tirées de disciplines sans rapport avec l'activité collective, à quoi la bourgeoisie reconnaît ses fils. Elle

sera pour chacun le moyen de peser d'un poids plus grand parce que plus informé sur toutes les décisions qui conditionnent sa vie quotidienne au travail comme hors du travail. Elle sera pour ce faire complétée et enrichie tout au long de l'existence.

Luttant pour réduire constamment les inégalités sociales et régionales, permettant à chacun de trouver son épanouissement par l'apport de ses capacités créatrices au travail productif de la collectivité, la société socialiste sera l'antithèse de la société capitaliste actuelle. Ainsi aura vécu le mythe de la société dite par antiphrase de consommation, où le modèle publicitaire de consommation est toujours supérieur à ce que la collectivité offre en fait à chacun.

## THÈSE N° 7

### Nécessité de l'organisation du courant socialiste sous une forme autonome

Les deux formations traditionnelles de la Gauche, issues de la scission de Tours, se sont depuis de longues années révélées incapables de définir le projet, les formes et les moyens d'une voie européenne vers le socialisme. L'union de la Gauche, conçue sous la forme de cartels électoraux et de compromis entre des appareils rivaux, n'a pas permis de succès déterminants de 1965 à 1968 ; elle a volé en éclats lors de la crise de Mai, parce qu'elle s'est révélée inapte à organiser le combat des masses populaires, à lui ouvrir des perspectives claires, à apporter une réponse au problème du Pouvoir lorsque celui-ci s'est trouvé posé.

Le mouvement de Mai a cependant échoué.

Cet échec tient aux raisons suivantes :

- le mouvement de masse ne s'est pas suffisamment développé pour contraindre les directions du P.C.F. et de la C.G.T. à infléchir leurs positions ;
- le mouvement n'a souvent été qu'improvisé par suite de l'absence d'une direction politique des luttes ;
- le mouvement n'avait enfin aucun projet politique cohérent pour l'avenir adapté aux rapports de force du moment qui puisse accélérer la mobilisation et accroître la confiance des masses dans la lutte pour le socialisme.

La crise révolutionnaire de Mai a cependant révélé que désormais la véritable frontière passe entre ceux qui font du combat pour la démocratie socialiste, la réponse actuelle à la crise du capitalisme et ceux qui continuent à ne voir dans le socialisme qu'une hypothèse futuriste qu'ils concilient tant bien que mal avec une pratique réformiste s'inscrivant dans le cadre du système actuel.

La crise de Mai a en même temps révélé qu'un mouvement fondé sur la seule contestation du régime en place était capable d'ébranler fortement celui-ci, mais non pas de le vaincre ; du même coup, l'unité de ce mouvement risqué de ne pas survivre à l'échec qu'il a essuyé et de déboucher sur le morcellement en groupes rivaux, protestataires et inefficaces.

Le Courant Socialiste vise à associer d'une part les forces structurées — politiques, syndicales, sociales, culturelles — qui ont choisi de mener le combat socialiste, d'autre part des groupes ou individus encore non engagés ou bien isolés dans des organisations qui n'ont pas fait le choix socialiste ou dans des organisations dont les directions actuelles font obstacle à ce choix. Ainsi, le Courant Socialiste prépare la véritable unité ouvrière. Courant pluraliste, il est inconciliable avec toute tentative de monopole ou de bureaucratie ; il se donne à lui-même les structures souples et décentralisées qui résultent du combat socialiste à la base et sur les lieux du travail, en fonction de situations changeantes.

Le Courant Socialiste ne peut trouver son unité que dans la recherche d'une stratégie offensive, fondée sur la lutte pour le socialisme, et entraînant par des actions menées en fonction d'objectifs précis tous ceux qui sentent confusément que le combat aujourd'hui implique non seulement des formes nouvelles mais la constitution d'une force adaptée à celle-ci.

## THÈSE N° 8

### La place du P.S.U. dans le courant socialiste

Dès son premier congrès, en 1960, le P.S.U. s'est prononcé pour la formation d'un Front Socialiste des travailleurs groupant les organisations et les hommes dont la lutte rejoint le combat pour le socialisme. Cette stratégie a connu des applications pratiques, notamment dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Mais, surtout à partir de 1962, les difficultés pratiques rencontrées ont fait apparaître au sein du P.S.U. diverses orientations. Pour les uns, le P.S.U. devait unir la gauche traditionnelle ; pour d'autres, il était une fraction de la gauche non-communiste destinée à rénover celle-ci en s'agrégeant à elle ; pour d'autres enfin, il était un témoin protestataire, volontairement minoritaire, annonciateur d'une révolution lointaine.

Pourtant, cela n'a pas empêché le P.S.U. de multiplier les propositions de programme en démontrant ainsi que, face aux plans et aux choix du régime, d'autres choix étaient possibles. Il a ainsi contribué à la prise de conscience des travailleurs et élevé la volonté de lutte.

Les luttes du mois de Mai qui se sont déroulées en dehors de la Social-Démocratie et du Parti Communiste Français ont permis de dépasser les débats sur l'« unité » et le « renouveau » de la Gauche. Elles placent le P.S.U. dans une situation nouvelle tant au niveau de la stratégie que de sa pratique.

Le P.S.U. doit tirer aujourd'hui les conséquences de cette situation nouvelle et des choix qui ont été les siens.

Parce qu'il ne prétend pas avoir le monopole des luttes, le P.S.U. se considère comme l'une des composantes du Courant Socialiste à construire. Il propose à ses partenaires les objectifs programmatiques, les moyens stratégiques et les formes d'action qui permettront dès maintenant de tirer toutes les conséquences politiques de la crise du capitalisme et d'esquisser les formes de la démocratie socialiste à construire.

Il importe d'éclairer les divergences politiques qui séparent le P.S.U. des autres forces du mouvement de Mai et d'unifier la pratique politique des différentes composantes du mouvement ; l'action commune à la base est un des moyens principaux de résoudre les divergences.

Parce qu'il est un parti politique, le P.S.U. a pour rôle de poser le problème du Pouvoir d'Etat, d'affirmer qu'il est candidat au Pouvoir et de se préparer le cas échéant à prendre à ce niveau toutes ses responsabilités.

## THÈSE N° 9

### Socialisme et liberté : de la politique du programme

• 1. — La profondeur de la crise que traverse le capitalisme mondial, et notamment la France, n'assure en rien la victoire du socialisme. Bien au contraire, la répulsion légitime que suscite le modèle autoritaire du socialisme, liée à l'impuissance de la social-démocratie à proposer un véritable projet de société demeurent aujourd'hui pour le socialisme des causes de faiblesse qui rendent plus pressant le risque de durcissement autoritaire du régime.

La lutte du courant socialiste doit donc être dès aujourd'hui menée dans des conditions qui, tout à la fois, permettent d'atteindre ses objectifs : le renversement du gaullisme et du capitalisme, et soient évocatrices de la société socialiste à construire, aussi bien par le contenu même du programme que par la vie démocratique interne des organisations.

• 2. — Un des problèmes fondamentaux sur lequel butte l'ensemble du mouvement ouvrier reste l'apparition régulière de la bureaucratie dans ses organisations. Bien sûr, le mouvement communiste est le plus exposé à cette caporalisation et les raisons en sont bien connues (application mécaniste des formes d'organisation léniniste, rôle considérable du stalinisme, etc.), mais il serait inexact d'affirmer qu'il est le seul à connaître cette déviation.

De façon très large, la Social-Démocratie est aussi bureaucratique, et ni les votes internes par mandats, ni la reconnaissance des tendances n'ont empêché cette évolution ; les exemples allemands (SPD) et français (SFIO) sont suffisamment significatifs pour que l'on doive en tenir compte.

On constate par ailleurs que même des organisations beaucoup plus restreintes par la taille et l'influence ne sont pas exemptes de ces manipulations bureaucratiques, même lorsqu'elles prétendent lutter contre les tendances anti-démocratiques et promouvoir un programme révolutionnaire.

• 3. — C'est donc une raison plus profonde que les simples problèmes d'organisation, de direction, de ligne politique immédiate qui

est à l'origine des phénomènes de bureaucratisation. C'est en réalité une absence de connaissance approfondie des masses populaires, des conditions d'activité politique qui leur sont imposées par la société capitaliste, c'est-à-dire en un mot une carence théorique grave, d'autant plus grave qu'elle aboutit à la bureaucratie d'Etat après le rejet des structures capitalistes.

En affirmant trop simplement que les classes exploitées n'ont que leurs chaînes à perdre, on ignore les divisions qui les traversent, les différences qui caractérisent leur place dans le processus de production, les divergences qui les séparent dans le domaine de la perception du monde social. La domination capitaliste, tant économique que politique et culturelle, a pour effet de cloisonner les vues des différents groupes ou classes victimes du capital, voire de créer des oppositions à l'intérieur de la classe ouvrière. De façon spontanée, il n'y a pas et ne peut y avoir de front anti-capitaliste, cohérent dans sa dénonciation de l'ordre social actuel ou de sa volonté de créer un ordre nouveau.

C'est pourquoi tout schéma unanimiste « a priori » est un rêve, une évasion devant une expérience vécue fondamentalement hétérogène. L'évolution bureaucratique est entre autres la résultante de cette volonté tenace d'appliquer d'en haut des schémas abstraits en niant les différenciations sociales et culturelles, elle est aussi la résultante des théorisations à partir de cette fausse conception du prolétariat ou de ses alliés.

• 4. — Si les travailleurs salariés, les ruraux, les étudiants et enseignants vivent tous dans leur travail des situations heurtées, contradictoires d'une catégorie à l'autre, d'un atelier à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, il y a des raisons précises à cet état de fait.

Le P.S.U. pense qu'il est important de mettre au grand jour ces tensions pour les étudier, les expliquer et les surmonter ; les masquer ou les nier ne menant qu'à une conception religieuse du parti et de l'action politique, où l'oracle venu du haut tient lieu d'expérience vécue.

Les étudier : notre rôle est de faire prendre conscience de façon explicite aux travailleurs de leurs différences respectives. Il y a des contradictions entre horaires et mensuels, entre travailleurs de Paris et de Province, etc. qu'il faut prioritairement connaître. Le mois de Mai a mis en lumière deux autres contradictions : celles qui existent entre travailleurs industriels et étudiants, entre prolétaires et paysans.

Les expliquer : il faut montrer que l'affrontement principal se situe entre les classes sociales antagonistes (ouvrière et bourgeoise) et qu'en laissant les contradictions secondaires entre travailleurs prendre le dessus dans la pratique quotidienne (syndicale ou politique), on livre ainsi aux capitalistes des moyens essentiels pour maintenir leur domination.

Les surmonter : c'est pourquoi, il est nécessaire que soit éclairée par l'action politique socialiste la solidarité des travailleurs face à l'adversaire capitaliste. C'est seulement ainsi que ces derniers pourront déployer dans l'inter-dépendance la complémentarité des efforts et la coopération sur la base de la diversité de leur force collective.

• 5. — C'est en se fondant sur de tels critères que le Courant Socialiste et en son sein le P.S.U. doit mener ses luttes, de manière à préfigurer le type de société qu'il entreprend de construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

Cela conditionne le type de stratégie, la nature des débats internes et le choix des objectifs. La stratégie tout d'abord doit chercher conjointement à attaquer et à briser les structures capitalistes et le régime politique qui les défend, et à contester la culture dominante en en faisant apparaître clairement toute la signification politique.

La nature des débats internes ensuite doit illustrer l'application immédiate de cette politique. Car il n'est pas vrai que les différences, voire les antagonismes entre producteurs et non-producteurs, entre étudiants et salariés, étudiants et enseignants, ouvriers agricoles et exploitants, etc., s'arrêtent miraculeusement au seuil du parti. Nos propres militants vivent ces situations et ces contradictions. Il faut donc qu'ils s'expriment librement, longuement et totalement pour en faire le bilan, l'unification ensuite se faisant à partir des discussions idéologiques et de l'accord profond réalisé entre la théorie et la pratique.

Par le choix de ses objectifs, le parti cherchera à briser les schémas artificiels qui règnent parmi les travailleurs et à démontrer le type d'unité supérieure à la réalisation duquel doit contribuer le Courant Socialiste

• 6. — De là découle le rôle du programme. Le programme est l'ensemble cohérent des buts que s'assigne le Courant Socialiste pour la période de transition. Révisable lors de chaque changement important de situation, il décrit les différentes mesures ou les différentes politiques susceptibles de résoudre les problèmes les plus importants laissés sans solution par le régime capitaliste et de transformer la situation de certaines catégories sociales. Le programme doit faire apparaître les grands axes de la création de structures socialistes de production et de gestion ; il doit aussi répondre au besoin d'expliquer à chaque moment et dans chaque situation ce que serait une politique socialiste si elle pouvait être mise en œuvre ; il doit enfin arbitrer entre les intérêts ou orientations contradictoires qui divisent les couches populaires et contribuer à surmonter ainsi les contradictions secondaires au sein des forces socialistes.

Pour ces raisons, chaque mesure partielle ou chaque objectif de détail inscrit dans le programme de transition, qu'il consiste en une

réforme de structure, en une revendication de pouvoir d'achat ou en une procédure de négociation, doit être défini en fonction de la mobilisation populaire qu'il permet.

Il n'est guère de réformes de structures « à fortiori » de revendications de pouvoir d'achat qui ne soient d'une manière ou d'une autre au moins temporairement assimilable par le capitalisme. Mais ces objectifs une fois atteints, à un moment ou à un autre, permettent d'accroître les contradictions du système capitaliste. Il appartient donc au courant socialiste de peser au maximum pour aggraver ces contradictions. Chaque réforme de structure, chaque revendication doit être pensée en fonction de cette préoccupation constante mais aussi en ce qu'elle permet de faire prendre conscience aux masses populaires de la nécessité de l'alternative socialiste.

Ainsi la Sécurité Sociale, que l'on a cru pendant vingt ans intégrée au système notamment en tant qu'instrument anti-cyclique, en constitue aujourd'hui une charge financière de moins en moins supportable, en même temps qu'elle a beaucoup contribué à poser le problème de la santé en termes socialistes. Ainsi les nationalisations actuellement digérées par un capitalisme assoupi, pourraient redevenir dès la prise du pouvoir, un élément décisif pour la victoire d'une expérience socialiste. Ainsi l'échelle mobile des salaires, dont la portée sociale est faible, peut être de nature à rompre l'équilibre socio-économique du capitalisme à certains moments de son histoire. Mais aucune de ces réformes ne suffit.

C'est au contraire leur conjonction, imposée par la mobilisation populaire, qui permet de renverser le rapport des forces au profit définitif du socialisme.

Dans ces conditions, chacun des objectifs partiels sera adopté s'il répond à toutes les conditions suivantes :

- Il doit correspondre à un besoin largement ressenti pour pouvoir être compris.
- Il doit être choisi et décrit dans les limites du possible, exactement de ce que rendrait possible un régime socialiste fondé sur le meilleur emploi des capacités de production et des hommes.
- Il doit enfin s'inscrire dans la ligne socialiste et permettre l'avancée du progrès technique. Là se situe le critère d'arbitrage des contradictions secondaires au sein des couches populaires. Cela condamne notamment tout objectif de pure défense sociale qui ne permettrait pas d'anticiper sur les formes, les structures et la répartition des revenus dans la société socialiste.

C'est dans la mesure où effectivement les militants du P.S.U. bâtiront leurs programmes (notamment en effectuant rapidement une mise à jour et une refonte complète du programme d'ensemble du parti) et conduiront leurs luttes de cette façon qu'il n'y aura pas de dégénérescence bureaucratique. C'est dans la mesure où nous donnons l'exemple de la victoire sur cette dangereuse gangrène que nous remplissons nos objectifs totalement, surtout en ce qui concerne la liaison indissoluble entre socialisme et liberté.

## THÈSE N° 10

### La stratégie du courant socialiste

- 1. — L'objectif fondamental du courant socialiste est de faire comprendre aux couches sociales exploitées la nécessité de lutter pour le pouvoir. Pour cela, il ne peut se contenter d'une activité de propagande ou d'actions à portée symbolique et limitée ; il doit en fait s'insérer dans des luttes réelles qui embrassent des masses de plus en plus importantes et ébranlent le pouvoir de la bourgeoisie.
- 2. — Il lui faut par conséquent agir sur des contradictions du système pour les rendre plus apparentes et par là-même plus insupportables. Qu'il s'agisse des transformations du système d'enseignement, de la décentralisation administrative, de la politique agricole, de l'emploi ou des concentrations d'entreprises, les classes dirigeantes actuelles ne peuvent résoudre leurs propres difficultés (inflation, manque de compétitivité, inadaptation de l'université aux besoins de l'industrie moderne, incapacité de répondre aux aspirations populaires sur une base régionale) qu'en modifiant les situations établies et en bouleversant l'équilibre social. Ce faisant elles révèlent les points de faiblesse du système, mettent des secteurs importants en difficulté et suscitent des réactions critiques même dans des milieux (enseignants, cadres, petits agriculteurs) qui se croient volontiers à l'abri de la lutte des classes.
- 3. — Ces crises propres à tel ou tel secteur, en venant s'ajouter aux contradictions permanentes du capitalisme moderne, rendent l'équilibre politique du régime gaulliste de plus en plus précaire. Il existe donc des possibilités de rassemblement qu'il faut exploiter contre le système et ses assises sociales sans aucune hésitation.
- 4. — Toutefois cette exploitation politique doit avoir un sens positif conforme à l'objectif fondamental. Le Courant Socialiste ne doit donc pas favoriser la constitution de fronts dits anti-monopolistes dont la caractéristique est de regrouper des intérêts conservateurs liés à des formes archaïques de production ou d'organisation sociale avec les intérêts des travailleurs exploités. Ces fronts sont parfaitement assimilables par le régime dans la mesure où les poussées qu'ils expriment (défense d'un capitalisme archaïque et volonté de dépassement du salariat) se neutralisent réciproquement.
- 5. — Il ne s'agit pas, bien entendu, d'abandonner à leur sort les couches sociales dont les moyens d'existence sont liés à ces formes archaïques de production ou d'organisation, mais de leur montrer qu'il n'y a pas d'autre issue que de mettre en question les rapports capitalis-

tes de production. La convergence dans l'action doit être obtenue à partir de mots d'ordre qui ne se plient pas à la logique capitaliste, même s'ils doivent être réalistes, c'est-à-dire correspondre à des possibilités effectives de réalisation dans un contexte où le rapport des forces politiques serait transformé.

- 6. — C'est pourquoi le courant socialiste qui se refuse à la stratégie du tout ou rien se doit de lier les revendications matérielles immédiates à des objectifs transitoires — comme la revendication d'un contrôle des travailleurs sur les rapports de travail — qui, en suscitant une résistance acharnée des capitalistes, font apparaître la nécessité de modifications radicales à l'ordre social pour que les conquêtes obtenues ne soient pas sans lendemain.

Dans une action de ce type, les propositions de réforme de structures qui tendent à modifier les rapports de force entre les classes se présentent naturellement comme un prolongement logique et elles-mêmes en fonction de la mobilisation populaire qu'elles nécessitent et des oppositions qu'elles rencontrent, font toucher du doigt la nécessité de lutte pour le pouvoir.

- 7. — Une telle orientation stratégique peut s'appliquer à des conjonctures fort différentes. Elle ne postule pas des schémas préconçus, mais partant de situations fort variables, cherche à user l'hégémonie politique et culturelle de la bourgeoisie pour ouvrir une crise de régime à plus ou moins long terme. Lorsque l'adversaire capitaliste est encore capable de s'affirmer facilement, l'essentiel sera de rassembler les couches exploitées autour de mots d'ordre socialistes, et de conquérir des positions de force dans les entreprises, au besoin par la négociation, afin d'avoir des bases possibles de contre-offensive. Au contraire, lorsque le pouvoir en place est sur la défensive, il s'agit de mener une bataille qui vise à une rupture de l'équilibre politique et social.

- 8. — Les couches exploitées ne peuvent être rassemblées autour de mots d'ordre socialistes sans une double démarche inséparable de l'insertion dans les luttes sociales réelles. Cette double démarche consiste en un travail d'analyse et un effort pédagogique nécessairement liés, dans tous les lieux où se situe la lutte des militants du Parti.

Elle doit être basée sur une analyse de la psychologie collective des couches sociales objectivement exploitées et qui, pourtant, n'ont pas rejoint les forces en lutte pour le socialisme ? C'est l'analyse et l'explication de l'idéologie et de la culture dominantes, c'est-à-dire des idées et des méthodes grâce auxquelles la classe bourgeoise entraîne à ses côtés, en les trompant, une partie des couches sociales exploitées et les amène ainsi à défendre des intérêts opposés à leurs propres intérêts de classe.

Un exemple réside dans la manière où la classe bourgeoise a utilisé une partie des idées religieuses comme instrument du maintien de sa domination.

## THESE N° 11

### La contestation et la prise du pouvoir

- 1. — Luttant pour la création d'une société socialiste, le Courant Socialiste entend conquérir le pouvoir pour en transformer la nature à tous les niveaux de l'organisation sociale. Cette transformation collective des structures de production, des formes de consommation et de l'organisation hiérarchique de la société se fera à la mesure de la prise de conscience collective dans la lutte et pas seulement sur les consignes d'un gouvernement socialiste supposé efficace.

Devant cette volonté de transformation, comme devant toute atteinte à son pouvoir, la bourgeoisie se défendra. Le problème des conditions de la prise du pouvoir est posé par la nature de cet affrontement.

- 2. — Toute révolution socialiste suppose une crise sociale et politique où les masses populaires opposent leurs propres organes de pouvoir, embryon de la légalité socialiste, au pouvoir de la bourgeoisie réduit à son appareil de répression.

Il importe par conséquent de distinguer l'arrivée au gouvernement d'une coalition de gauche dans le cadre des institutions bourgeoises et la prise effective du pouvoir révolutionnaire par les travailleurs.

Il est clair qu'une victoire électorale n'est susceptible d'entraîner une issue positive que si elle s'inscrit dans un climat de crise sociale et politique qui permette son dépassement rapide.

L'utilisation de l'appareil gouvernemental peut servir le développement des luttes mais dans les limites offertes par la légalité bourgeoise ; elle ne peut en aucune façon se substituer à la conquête effective du pouvoir, créatrice de la nouvelle légalité socialiste. L'épreuve décisive entre les contre-pouvoirs nés de la lutte à la base et le système étatique bourgeois est donc inéluctable, pour assurer la construction de l'État socialiste, instrument du pouvoir des travailleurs.

Il va de soi que jeter les bases de la démocratie socialiste implique la transformation effective des rapports de pouvoirs dans toute la société, à partir d'une modification des rapports de production après la prise du pouvoir.

Les luttes électorales seront donc menées en fonction de l'idée que la maîtrise légale de l'appareil gouvernemental peut être un appoint important dans l'affrontement social à prévoir, *mais que la mobilisation*

*des masses populaires* à tous les niveaux de la vie active, notamment dans les entreprises et dans la rue, sera nécessaire pour renverser définitivement le rapport des forces et garantir la réalité et la permanence du pouvoir populaire dans tous les domaines.

• 3. — Une telle mobilisation des masses exclut formellement toute tactique fondée sur le coup d'Etat d'une minorité active séparée du mouvement de masse. Un tel coup d'Etat ne pourrait aboutir, dans la meilleure hypothèse, qu'à l'exercice éphémère du gouvernement. Le mouvement révolutionnaire de masse ne peut être au contraire que le couronnement de l'ensemble des luttes politiques, économiques et sociales, grâce auxquelles la masse des travailleurs acquiert la conviction, par son expérience pratique de tous les jours, que l'alternative socialiste est à la fois nécessaire et possible.

Loin d'imposer à tous la volonté de quelques-uns, le mouvement révolutionnaire de masse représente ainsi, quelles que soient les formes historiques de son accession au pouvoir, l'expression la plus authentique de la démocratie.

• 4. — Les formes pratiques de la prise du pouvoir et des luttes qui la préparent peuvent être les plus diverses, à la condition de rester dans le cadre d'une stratégie de masse, tendant à la rupture globale du rapport des forces. Ces formes comprennent, bien entendu, l'utilisation maximale des moyens légaux existants : élections - presse - réunions - manifestations - grèves - etc., elles ne sauraient cependant être limitées par le respect formel de la légalité bourgeoise. Dans les périodes de crise de régime, le mouvement des masses doit tenir pour illégaux — sur le plan de sa propre légalité, embryon de la légalité socialiste future — les mesures adoptées par les classes dirigeantes pour préserver leur domination en assurant, par exemple, le refuge de leurs capitaux à l'étranger ou sous toutes autres formes. Les grèves et les manifestations interdites, les occupations d'usines et de bâtiments publics, la formation de contre-pouvoirs coordonnés à l'échelon national pour la remise en marche des activités économiques et sociales sont alors les formes spécifiques d'une action démocratique de masse.

• 5. — Le problème de la violence n'a pas de signification s'il est posé en dehors de cette stratégie d'ensemble. La violence ne crée pas par elle-même une situation objective nouvelle. Elle n'est pas un moyen de forcer le cours de l'histoire. Les actions de masse, qui sont la forme de lutte essentielle du mouvement socialiste, peuvent se dérouler dans le cadre légal (grève, manifestations autorisées). Elles sont fréquemment conduites à dépasser ce cadre pour prendre des formes paralégales mais toujours pacifiques (occupations d'usines, manifestations interdites). Tout état bourgeois est fondé sur la force (cf. l'intoxication par les moyens d'information) et la victoire de cet état se manifeste lorsque son appareil répressif, au mépris parfois de sa propre légalité ou de ses propres règles judiciaires, cherche à bloquer le développement

du mouvement de masse. La violence (active ou passive) devient alors le moyen nécessaire que les forces populaires doivent envisager et préparer pour briser l'obstination des classes dirigeantes à défendre leurs privilèges ou pour écraser leurs éventuelles tentatives de reconquête. Elle ne saurait consister en un simple affrontement d'une minorité militante et d'un appareil militaire. Elle est au contraire constituée par l'ensemble des moyens mis en oeuvre par le mouvement populaire pour paralyser l'appareil économique, administratif et répressif au service des classes dirigeantes et pour y substituer son propre pouvoir. Le maintien au pouvoir des forces socialistes ne sera possible que si sont éliminés les dangers de réaction de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de la fuite des capitaux (thèse 3 § 5) ou du danger d'une agression armée des pays demeurés capitalistes (thèse 16 § 2).

## THESE N° 12

### Action de masse et direction politique des luttes

• 1. — L'avenir du socialisme dépend de la prise de conscience des masses et de leur mise en mouvement. C'est pourquoi l'action de masse est un terrain privilégié du combat socialiste.

La société industrielle avancée développe largement des phénomènes de masse qui peuvent donner de nouvelles formes à la lutte des classes en l'étendant à divers systèmes de relation et d'affrontement tels que l'enseignement, la culture, l'information, l'habitat, le commerce, etc.

• 2. — L'action de masse est un puissant révélateur des contradictions de la société ; elle oblige les forces sociales à se situer à leur place réelle ; elle permet la prise de conscience des conflits essentiels ; elle met en question le pouvoir des classes dominantes et le rend plus insupportable.

Il ne s'agit pas d'une réaction individuelle à une situation de masse : cet anarchisme n'est pas le socialisme. L'action de masse implique des organisations de masse. Elles ont pu naître de la masse elle-même ou des éléments les plus conscients ou encore de la rencontre des deux. Plusieurs types d'organisation de masse existent suivant les champs d'intervention ou les modes de lutte : syndicats, mouvements, comités.

Syndicats, comités, mouvements débordent de plus en plus les formes traditionnelles de la lutte des classes pour s'opposer à certaines formes actuelles de l'exploitation capitaliste. Ainsi, si l'action syndicale se développe principalement sur le terrain d'affrontement des forces productives, elle tend aussi à s'élargir à de nouveaux domaines (problèmes de l'enseignement et de la culture, problème de l'organisation de la vie urbaine).

Les organisations de masse sont ainsi appelées à jouer un rôle politique important, et c'est pourquoi la présence active de tous les militants du P.S.U. dans les diverses organisations de masse est indispensable.

Se pose alors la question de la direction politique de leurs luttes. En France, cette question est compliquée par le fait du pluralisme des forces socialistes : pluralisme syndical et pluralisme politique.

• 3. — Une organisation de masse ne peut tenir lieu de parti politique. Un parti est une organisation volontaire qui implique comme

certaines organisations de masse une idéologie et une pratique militante et mais y ajoute l'exercice de responsabilités proprement politiques. Ces trois éléments pourraient caractériser un parti bourgeois. Un parti socialiste y ajoute l'exigence d'une stratégie des luttes sociales car son but est de libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Pour élaborer et réaliser cette stratégie, le Parti a besoin des organisations de masse. Elles ne peuvent dépendre de lui ni en être les courroies de transmission : elles perdraient alors leur signification de masse et risqueraient de masquer aux yeux du Parti les conflits qui marquent réellement la société. Inversement, s'il est vrai que le Parti doit intervenir dans les conflits créés par l'action de masse à laquelle participe ses militants, il ne saurait faire dépendre de cette action son existence ou sa stratégie globale.

• 4. — Seule une véritable autonomie permettra aux organisations de masse de correspondre aux réalités sociales, et au Parti socialiste de jouer son rôle dans la direction politique des luttes.

Cette autonomie suppose que le Parti puisse s'organiser pour développer librement sa propre action dans les masses (ex. : dans l'entreprise, parmi les jeunes, dans un grand ensemble). Si les organisations de masse en venaient à contester ce droit au Parti, elles créeraient elles-mêmes le risque que le Parti ne cherche à les contrôler pour retrouver sa capacité d'action. On ne peut lui demander de se refuser à exister en tant que tel sur le terrain de la lutte sociale, ou alors on le conduit, soit à n'être plus un parti (mais un groupe insurrectionnel ou un syndicat du personnel politique), soit à n'être plus socialiste.

• 5. — A l'heure actuelle, dans notre pays, aucune organisation — syndicat, mouvement ou parti — ne peut prétendre jouer à elle seule le rôle d'avant-garde. Mais il est bien vrai que, faute d'une direction politique des luttes, l'action de masse ne pourra pas déboucher sur une véritable prise de conscience : les organisations de masse ne peuvent seules créer les conditions de passage au socialisme tant que le capitalisme trouve l'appui de l'Etat et de tout son appareil.

La notion de direction politique des luttes est donc nécessaire à la construction du socialisme. Elle exprime l'exigence politique qui sera seule capable de donner sa portée révolutionnaire à l'exigence sociale des masses, dans la lutte des classes. C'est dans la confrontation incessante — à tous les niveaux et dans tous les secteurs — entre les différentes composantes du Courant Socialiste que sera préparée l'orientation politique nécessaire aux luttes qu'exige le combat socialiste. C'est ainsi autour d'une ligne politique élaborée en commun que pourront s'organiser les choix stratégiques dont doivent décider librement les organisations de masse aussi bien que les partis politiques. De tels rapports entre organisations de masse et parti seront le meilleur moyen de préfigurer le type de société socialiste que nous voulons instaurer.

## THESE N° 13

### Formes des luttes sociales, rapports partis-syndicats

Le problème des rapports partis-syndicats ne peut être traité en termes formels et abstraits. Il faut rompre avec la distinction traditionnelle fondée en fait sur la distinction entre action parlementaire dévolue aux partis et action trade-unioniste dévolue aux syndicats. Cette distinction n'est que la conséquence des stratégies réformistes. La lutte syndicale et la lutte politique doivent être envisagées comme parties intégrantes et sous des formes différentes, de la lutte d'ensemble pour le socialisme. C'est dans ce cadre que l'on doit situer l'autonomie du mouvement syndical.

A partir de ces constatations, le P.S.U. souligne qu'il est plus que jamais nécessaire que se constitue un puissant courant socialiste parmi les travailleurs. Cela implique :

1. L'absence de toute subordination des organisations syndicales aux Partis ;
2. La discussion à l'intérieur des organisations syndicales des implications politiques des stratégies et des mots d'ordre syndicaux ;
3. Une large discussion entre les militants et les organisations politiques et syndicales soucieuses d'imposer une alternative socialiste au régime gaulliste afin de définir des mots d'ordre offensifs ;
4. L'organisation distincte, au sein des entreprises, des forces syndicales et politiques, qui ont à accomplir des tâches spécifiques.

Le P.S.U. entend contribuer à cette discussion et à cette élaboration.

C'est pourquoi il fait dès à présent les propositions suivantes qu'il souhaite discuter avec les organisations syndicales et qui seront reprises par ses militants à la base :

1. La reconnaissance réciproque de l'autonomie de décision, y compris pour les choix politiques, qu'implique la stratégie définie, ce qui suppose :

- le rejet de la « courroie de transmission » ;
- le rejet de la conception des terrains privilégiés (l'entreprise aux syndicats, la cité aux partis) ;
- la concertation à part égales pour l'action (front socialiste), cette concertation se faisant par des réunions tant à la base qu'au sommet et pouvant se conclure par des accords explicites sur des objectifs transitoires (contre-plan ou objectifs quantitatifs et qualitatifs). Cependant les moyens d'action et les tactiques doivent rester spécifiques à chaque forme d'organisation ;
- le soutien aux luttes touchant au pouvoir syndical (pouvoir de contestation et de négociation, reconnaissance, aux travailleurs, du droit de s'organiser pour leur défense) ;
- le refus de l'intégration du syndicat dans les structures de gestion.

2. En période de transition vers le socialisme, la réalisation du pouvoir ouvrier suppose une division des tâches, car la gestion de l'entreprise par les travailleurs doit laisser intacte la possibilité de contester cette gestion. Il conviendra d'assurer la participation des syndicats à l'élaboration et au contrôle du Plan sans que soient remis en cause l'autonomie du mouvement syndical et le droit de grève.

3. Dans une société socialiste, ne seront pas résolues toutes les contradictions économiques et sociales, il est nécessaire de conserver la dualité gestion-contestation, c'est dire à quel point de véritables syndicats restent nécessaires dans une société socialiste.

Pour la période actuelle, les objectifs sont :

- pour le P.S.U., la bataille politique du contrôle ouvrier, qui ne peut être menée que dans l'entreprise, directement avec la masse des travailleurs ;
- pour les stratégies syndicales, le P.S.U. entend apporter sa contribution dans la lutte en proposant ses analyses dans la phase actuelle de la bataille, c'est pourquoi il a expliqué l'importance politique des revendications syndicales sur :
  - le pouvoir d'achat des travailleurs,
  - la remise en cause de la hiérarchie des salaires,
  - les droits syndicaux et la lutte contre la répression,
  - le plein emploi.

D'une façon générale, le P.S.U. entend discuter, à part entière, avec l'ensemble du courant socialiste, syndicats compris, de la stratégie anti-capitaliste capable d'assurer la convergence des luttes.

## THESE N° 15

### Les alliances

Pour le P.S.U. l'unité entre les organisations se réclamant du socialisme n'est pas une panacée, mais un moyen parmi d'autres dans la lutte pour la prise du pouvoir et la construction d'une société nouvelle. Les accords conclus entre les organisations ne peuvent en effet avoir des suites positives que s'ils favorisent réellement la mobilisation à la base des travailleurs, que s'ils font progresser dans les couches les plus larges la conscience des objectifs à atteindre contre l'adversaire capitaliste. De ce point de vue, rien n'est plus pernicieux que des ententes prétendues durables qui ne font que masquer les divergences aux yeux des masses et sèment la confusion. Toute alliance est évidemment un compromis entre des partenaires dont les orientations et les intérêts ne sont pas identiques, mais la recherche de compromis n'a de sens que si la coalition qu'on veut établir n'est pas paralysée par l'existence en son sein de contradictions sociales et politiques fondamentales. Dans le passé (en 1935, en 1945, en 1965, au début de 1968), le mouvement ouvrier et socialiste a souvent sacrifié à une conception trop peu rigoureuse des alliances en pensant qu'il suffisait de nouer des coalitions électoralistes et d'additionner des voix pour apparaître comme une force. Dans chaque cas, les alliances se sont révélées fragiles et totalement incapables de porter des coups décisifs au capitalisme, voire de faire face à des situations sortant de l'ordinaire.

C'est pourquoi le P.S.U. affirme qu'il n'y a pas de politique d'alliances sérieuses sans discussion publique des objectifs et des divergences, ou sans participation effective de la base. Chaque partenaire, dans une coalition, doit conserver son droit à la critique politique et idéologique, comme son entière liberté d'initiative en dehors de ce qui ne fait pas explicitement l'objet de l'entente et surtout doit avoir la possibilité d'affirmer ses positions dans des organismes de base communs, et ouverts à tous (Comités d'action, etc.). Le but d'une alliance ainsi comprise doit être de multiplier les forces des participants en donnant aux travailleurs la certitude que la convergence obtenue dans l'action ne se fait pas au détriment de la participation démocratique de tous, ni au détriment de l'objectif stratégique : la prise du pouvoir.

Dans les circonstances présentes,

a) Le P.S.U. doit affirmer clairement que, à court terme, il cher-

chera de façon prioritaire, mais non exclusive, à s'allier avec les partis, groupes et mouvements qui, non seulement proclament leur volonté de privilégier l'action de transformation révolutionnaire de la société par rapport à l'action parlementaire et électorale, mais encore mettent en accord leur pratique avec leur théorie. Il doit ensuite indiquer clairement les points d'accord possible mais aussi les limites de la solidarité.

b) Le P.S.U. ne se dissimule pas que la principale organisation du mouvement ouvrier et socialiste, le P.C.F., est très éloignée d'une pareille conception des alliances. Il est cependant persuadé que l'échec des tentatives passées crée une tension favorable pour que la question soit posée à tous les communistes ; il faut donc s'adresser aux masses influencées par le P.C.F. en montrant concrètement, et non sous des formes de dénonciation globale et abstraite, les erreurs politiques commises par celui-ci.

Pour cela, le P.S.U. participera à toutes les actions unies susceptibles de développer chez les classes exploitées une conscience politique socialiste, au besoin il en prendra l'initiative. Mais il ne se prêtera pas aux formules équivoques d'union des républicains ou des démocrates, qui vont à l'encontre de la clarification politique nécessaire pour le mouvement socialiste. Il n'acceptera en particulier l'unité avec des courants social-démocrates que si ces derniers manifestent dans les faits leur volonté d'affronter le capitalisme sur des objectifs précis avec l'ensemble des forces populaires.

Sa préoccupation constante à travers les formes diverses de discussion et d'action à la base, d'actions unies au sommet, de confrontations publiques, sera de créer les conditions favorables à l'établissement d'une coalition solide et combative de toutes les forces populaires pour le socialisme.

## THESE N° 16

### La dimension internationale des luttes

• 1. — La lutte pour le socialisme ne saurait être limitée au cadre d'une seul Etat. Le conflit des forces populaires et des classes dirigeantes, à l'intérieur de chacune des économies nationales, s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale de l'impérialisme.

Face à la solidarité internationale des grandes puissances capitalistes contre tout mouvement qui cherche à modifier le statu quo économique et social dans une partie quelconque du monde, il y a une interdépendance de fait des combats nationaux ou continentaux à l'échelle planétaire. L'échec ou le succès de luttes menées dans une région a des répercussions à des milliers de kilomètres de distance, négatives ou positives. Ainsi la lutte héroïque du peuple vietnamien en infligeant échec sur échec aux agresseurs américains depuis quelques années a été un élément moteur d'une remontée socialiste tant dans les pays occidentaux que dans une partie des pays sous-développés.

• 2. — Certains courants du mouvement socialiste occidental ont cherché un substitut à leurs propres difficultés en idéalisant les luttes révolutionnaires des peuples du Tiers-Monde, et en présentant celles-ci comme les seules luttes capables de porter un coup décisif aux forteresses de l'impérialisme. Contre une telle conception, il faut rappeler qu'en accordant une priorité à un secteur par rapport à un autre, qu'en sous-estimant les possibilités de lutte dans les pays capitalistes développés, on y favorise la passivité des forces socialistes et par là-même on permet à l'impérialisme de concentrer ses moyens contre le front le plus avancé. Le véritable internationalisme veut en fait qu'on commence à se battre effectivement sur son propre terrain contre l'ennemi commun ce qui ne signifie pas bien entendu, que chacun mène sa propre lutte sans se préoccuper des autres. Au contraire, si la victoire des forces socialistes paraît possible dans un pays particulier, la consolidation de cette victoire et le développement du socialisme lui-même dépendront du soutien que lui apporteront les luttes populaires dans les autres pays et des répercussions qu'elle suscitera dans l'ensemble du système capitaliste mondial.

• 3. — Cependant, le processus mondial de lutte pour le socialisme ne se limite pas à la convergence des conflits sociaux à l'intérieur de la citadelle capitaliste et des luttes menées, à la périphérie, par les

forces populaires des pays dominés. Le phénomène est rendu plus complexe par les conflits internes de l'impérialisme lui-même, par le fait que de nombreux pays ou groupe sociaux sont à la fois oppresseurs et opprimés. La complexité s'accroît encore si l'on considère le rôle, dans le rapport des forces mondiales, des pays non capitalistes du monde.

• 4. — L'ambiguïté de ce rôle tient à la nature même de ces pays et aux difficultés qu'ils ont rencontrées sur la voie du socialisme, à la fois du fait de conditions objectives défavorables (sous-développement initial, encerclement étranger, etc.) et d'erreurs politiques graves (conception bureaucratique du parti et de l'Etat). D'une part ces pays ont aboli la propriété privée des moyens de production. Ils ont fait la première expérience historique d'une économie débarrassée de la tutelle patronale. A ce titre, leur existence même constitue un affaiblissement du système capitaliste mondial et toute atteinte à leur intégrité serait un succès pour les forces impérialistes. D'autre part, les conditions objectives et les erreurs politiques évoquées plus haut ont abouti, dans le plus grand nombre de ces pays à une véritable dégénérescence bureaucratique du socialisme dont les répercussions internationales ont été extrêmement graves et demeurent aujourd'hui un obstacle au développement de l'internationalisme socialiste.

• 5. — Dans le but de défendre des intérêts bureaucratiques d'Etat, les dirigeants de l'Union Soviétique en particulier ont cherché à subordonner les partis communistes aux variations de leur diplomatie et à faire admettre l'idée que l'avancée du socialisme est possible seulement par leurs propres succès sur l'arène internationale. Préoccupés de trouver avec l'impérialisme américain un accord garantissant à chacun l'intangibilité de sa phère d'influence contre les tendances centrifuges internes, ils ont tendance à ne voir dans les autres partis communistes qu'un moyen de pression sur le partenaire, tant qu'ils reconnaissent la direction idéologique du premier pays à s'être débarrassé du régime capitaliste et ne s'engagent pas dans une lutte conséquente pour le socialisme dans leur propre pays. L'attachement à cette conception de l'Etat-guide ou du parti-guide a eu et a toujours des conséquences profondément négatives. Les partis qui le partagent sont désarmés ou désarçonnés, devant les mouvements anti-bureaucratiques qui, depuis de longues années, secouent les pays non-capitalistes. En essayant de maintenir contre vents et marées, la fiction d'un camp socialiste qui préfigurerait le type de société qu'eux-mêmes voudraient instaurer, ils se refusent par là-même à reconnaître toute la valeur positive de la contestation du stalinisme et jettent suspicion sur le combat socialiste dans les pays capitalistes.

• 6. — C'est pourquoi le véritable internationalisme aujourd'hui ne comporte pas seulement la lutte contre l'impérialisme et ses serviteurs, contre la social-démocratie et son opportunisme, mais aussi contre les séquelles du stalinisme, contre les conceptions de l'Etat-guide et du parti-guide qui empêchent encore, malgré des progrès récents, nombre

de partis communistes et de pays non capitalistes dans le monde de jouer pleinement le rôle qui devrait être le leur dans la lutte mondiale pour le socialisme.

• 7 — C'est en fonction de cette analyse que le P.S.U., sans s'embarrasser de préalables d'étiquettes, entend approfondir ses contacts avec les socialistes de toutes les parties du monde sans aliéner en rien sa liberté de critique. Si la diversité des luttes dans chaque pays ne permet pas d'envisager un état-major international, auquel des partis nationaux pourraient être subordonnés, leur convergence au contraire exige une coordination étroite, sous la forme d'un échange permanent des informations et d'une critique réciproque des expériences. C'est pourquoi notre parti, tout en s'efforçant de poursuivre ou de nouer des relations cordiales avec les autres courants socialistes, se fixera comme tâche prioritaire le renforcement et la structuration des contacts entre les organisations les plus proches de sa propre ligne, c'est-à-dire entre tous les courants du socialisme de gauche dans le monde entier.

• 8. — Cette tâche est rendue plus importante par la politique des blocs et des alliances militaires, changeante et souvent contradictoire, qui dégenère en conflits ouverts (Vietnam, Moyen-Orient, Nigeria, etc.) ou latents (Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, etc.).

En même temps les luttes populaires anti-impérialistes, notamment en Amérique Latine, sont liées à des soulèvements militaires. Enfin, la superpuissance nucléaire des U.S.A. et de l'U.R.S.S. rend toujours possible un conflit dégénérant en massacres généralisés, ce qui freine le développement des luttes révolutionnaires. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle sert abusivement de justification à certaines conceptions de la coexistence pacifique. Ainsi certains mouvements communistes s'opposent, au nom de la préservation de la paix et du respect de l'équilibre des blocs, à différents processus révolutionnaires en Amérique Latine et ailleurs.

En général, le militarisme est une des formes de plus en plus dangereuses de la politique impérialiste qui entrave la coordination des luttes révolutionnaires. En France, le prétendu « neutralisme » gaulliste ne peut masquer l'attachement de l'Etat au système du Pacte Atlantique. Le but de de Gaulle reste le partage du pouvoir mondial avec les grandes puissances nucléaires, en utilisant ce pouvoir contre les mouvements révolutionnaires internationaux. C'est pourquoi la lutte doit être engagée en France et dans les autres pays pour le retrait de l'Alliance Atlantique.

Il faut refuser le renouvellement par la France de son accord au Pacte, en mettant ainsi à nu les contradictions de la politique extérieure du gaullisme. La dénonciation des blocs et alliances militaires est une des voies indispensables de la coordination des luttes internationales pour le Socialisme.

## THESE N° 17

### Les luttes à l'échelle européenne

• 1. — Sans se réaliser au rythme spectaculaire espéré par ses promoteurs l'intégration du capital à l'échelle des six états membres de la C.E.E. est un processus irréversible qui constitue une tendance objective de l'expansion des forces productives et dont il serait dangereux de sous-estimer l'ampleur.

Mais l'inégale préparation des secteurs industriels et agricoles et des régions à affronter la concurrence internationale européenne se traduit par l'échec d'une intégration politique. Pour atténuer les antagonismes des capitalismes nationaux et composer avec la pression sociale, les gouvernements entendent conserver le plein contrôle de leurs instruments d'intervention tels que la répartition des revenus et la politique sociale, la politique monétaire et les matrices des droits de douane.

Parallèlement, chez leurs ressortissants, les gouvernements exploitent et manipulent des réflexes nationalistes propres à faire dévier les mécontentements sociaux liés à l'inadaptation structurelle des pays à l'ouverture des frontières (plans de stabilisation exigés par les contraintes d'équilibre des balances de paiement).

• 2. — Face à cette évolution et aux crises qu'elle engendre, notamment dans le domaine de l'emploi, les forces du mouvement ouvrier n'ont pas été à même de développer une stratégie commune. Leur force combative semble réduite par leur inaptitude à définir les solutions claires ; tantôt elles croient utile d'apporter un soutien — plus ou moins résigné — aux gouvernements nationaux lorsque ceux-ci demandent leur coopération en mettant en avant les thèmes de la défense des intérêts généraux du pays ; tantôt elles contestent les décisions du même état mais seulement dans la mesure où celles-ci favorisent le maintien de la répartition actuelle des revenus.

De leur côté, les masses de petits paysans fidèles aux organisations traditionnelles, dominées par les grands agrariens acceptent une politique de défense corporative qui favorisent la main mise progressive du grand capital sur le secteur de la production agricole et exacerbent les divergences d'intérêts entre les travailleurs ruraux et les masses urbaines.

En pratique, malgré la multiplication des rencontres au sommet des organes de défense des travailleurs et l'existence de grandes confédérations internationales, l'organisation de luttes communes se heurte à

une attitude généralisée de défense des situations dans le contexte économique antérieur et non de conquêtes concertées et coordonnées exploitant au mieux la dynamique liée au changement d'échelle.

3. — Il est peu probable que les forces socialistes parviennent au pouvoir, au même moment historique dans chacun des pays membres du Marché Commun. Le succès des premières ayant à accéder au pouvoir dépendra, dans une mesure décisive, du soutien apporté par le mouvement ouvrier des autres pays européens.

Cette perspective implique la définition d'une stratégie économique par laquelle des pays à structure sociale différente peuvent organiser entre eux une division internationale du travail qui respecte l'autonomie d'orientation de chacun : création de services publics européens de l'énergie, des transports, planification des échanges, mécanisme multilatéral de paiements géré collectivement avec droit de veto, etc.

• 4. — Pour préparer cette étape, le mouvement ouvrier doit s'organiser à l'échelle européenne de façon à être en mesure d'exercer un véritable contrôle sur le processus de changement des structures au niveau européen actuellement en cours, et ainsi de l'orienter, selon ses propres objectifs.

• 5. — Il faudra développer l'analyse de l'économie occidentale en mettant en évidence ses conséquences sociales.

Les propositions émanant des services « européens » (plan Mansholt, coordination des politiques économiques, politique industrielle commune, etc.) seront également étudiées en s'attachant à dévoiler les choix politiques qui se dissimulent sous leur aspect extérieur de neutralité technique. Il n'est pas exclu, cependant, que certaines de ces propositions préconisent des réformes de structure susceptibles d'accentuer les contradictions du système. L'opposition que de telles propositions ne susciteront pas de susciter à l'intérieur de la bourgeoisie permettront aux masses laborieuses de prendre conscience de la nécessité d'une véritable alternative socialiste aux problèmes posés.

• 6. — Parallèlement, et à la lumière de ces analyses, ces mêmes problèmes doivent être à la base de luttes concrètes susceptibles de multiplier l'unité d'action des travailleurs par-dessus les frontières en éliminant les réflexes nationalistes qui se sont jusqu'ici manifestés au sein du mouvement ouvrier européen, malgré la multiplication des liaisons et des rencontres.

Ainsi il faut développer des actions exemplaires pour faire apparaître les véritables solidarités. C'est par des contacts entre travailleurs français et anglais de l'aéronautique, français et italiens de l'automobile, entre paysans salariés ou non des régions rurales pauvres que pourraient être prises des initiatives de luttes simultanées.

Les problèmes des travailleurs migrants, des concentrations européennes, de « l'exportation du chômage », des « réformes des sécurités

sociales » et des politiques agricoles communes doivent fournir la possibilité d'élargir le terrain des luttes et de multiplier les contacts à la base, par-dessus les frontières.

Dans la même direction, les éléments les plus conscients des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des intellectuels doivent démontrer concrètement leur solidarité contre les tentatives qui visent en chaque pays à adapter les structures et le contenu des systèmes d'enseignement, de formation et de recherche aux besoins du capitalisme dans sa phase actuelle d'organisation internationale et de processus technique.

La liaison entre ces différentes formes de luttes permettra d'orienter les forces socialistes au-delà des réformes urgentes de l'organisation du Marché Commun, du système monétaire ou du système culturel vers une mise en cause de tout le régime économique, idéologique et politique de l'Europe occidentale.

• 7. — Le P.S.U. s'efforcera de lier son action internationale à celle de sa pratique politique intérieure. Ses partenaires naturels sont les mouvements révolutionnaires et il ne recherchera pas l'entente avec les courants socio-démocrates alliés au capitalisme.

## THESE N° 14

## L'organisation du parti

## PREAMBULE

Le P.S.U. doit améliorer considérablement ses structures de fonctionnement, sans remettre en cause à ce Congrès ses statuts. A l'issue de cette expérience, le VII<sup>e</sup> Congrès en tirera les conclusions statutaires (1).

1. Le P.S.U. doit assurer l'entière démocratie d'élaboration politique à l'intérieur et la plus grande discipline à l'extérieur. Ainsi démocratie et efficacité, loin de s'exclure, sont au contraire complémentaires. Il faut réaliser l'unité dans l'action mais encourager la libre discussion, stimuler l'exposition des idées nouvelles et la critique des théories et pratiques passées pour progresser vers des idées justes et une pratique efficace.

Il faut pour cela : assurer le contrôle de la direction par des instances les plus proches possible de la base du Parti ; assurer la responsabilité des élus par la nécessité de rendre compte de leur mandat et leur révocabilité si le besoin s'en fait sentir ; améliorer la circulation de l'information et assurer la liberté de discussion sur le plan vertical comme sur le plan horizontal ; faire en sorte que la direction soit véritablement collégiale (2).

(1) En pratique, la formule suivante a été adoptée : les textes concernant l'organisation du Parti devront être adoptés à la majorité simple dans le cas où ils ne contreviennent pas aux statuts actuels ; ces textes devront être adoptés à la majorité qualifiée des deux tiers s'ils entraînent modification des statuts actuels ; leur adoption entraînera alors la suspension des articles ou portions d'articles des statuts en contradiction avec eux.

{2) A cet endroit, un amendement a été présenté au Congrès. Il est ainsi rédigé :

« Il importe donc que le P.S.U. ne se contente pas de dénoncer les méfaits de la bureaucratie mais donne l'exemple de la lutte contre ce danger qui menace en permanence les partis ouvriers. Le congrès décide à cet effet que les mandats des responsables nationaux et des secrétaires fédéraux du parti seront limités dans le temps, soit à 6 ans (3 congrès) aux termes desquels les camarades ne seront pas immédiatement rééligibles. »

Cet amendement a obtenu 65 % des mandats (767 exprimés, 494 pour, 273 contre), majorité simple alors qu'une majorité qualifiée des 2/3 lui était nécessaire.

*Cet amendement n'est donc pas adopté.*

2. Pour assurer effectivement la présence du Parti sur tous les fronts de lutte, il est nécessaire de décentraliser au maximum les structures d'action (groupes), mais la délibération politique nécessite des unités plus vastes afin de favoriser la confrontation des expériences (sections).

3. Parce qu'il prétend à un rôle dirigeant dans la lutte contre le capitalisme et son Etat, le P.S.U. doit tendre à modifier rapidement sa composition sociale. Aussi, le parti donne-t-il la priorité à son implantation sur les lieux de travail et particulièrement dans les entreprises.

4. Il faut construire un parti ouvert, permettant à tous ceux qui veulent travailler avec le Parti, sans forcément en être membres, d'en trouver l'occasion.

## A. — LES STRUCTURES DE BASE DU P.S.U.

/. — *Le Groupe.* — Il est l'échelon privilégié de l'action à la base. Son caractère décentralisé doit permettre de favoriser le développement et l'organisation du courant socialiste. On peut distinguer :

- les groupes d'entreprises ;
- les groupes de quartier ou de commune ;
- les groupes ruraux ;
- les groupes étudiants (sur le plan des unités d'enseignement : facultés, instituts, etc.) ;
- les groupes de lycées (sur un ou plusieurs lycées) ;
- les groupes jeunes associant lycéens, étudiants et jeunes travailleurs
- les groupes d'autres milieux de travail et d'action associant des militants qui, par leur métier ou leur compétence, souhaitent travailler ensemble dans un domaine déterminé conduisant nécessairement à une pratique militante. En aucun cas il ne s'agit de simples groupes de réflexion et de discussion.

Cette liste n'est nullement limitative dans la mesure où le Parti, tout en rappelant la priorité absolue qu'il donne à l'organisation *sur les lieux du travail*, n'entend exclure aucune structure qui, à l'expérience, se révélera adéquate à son implantation.

L'organisation et l'articulation des groupes avec les autres organes du Parti sont de la compétence des fédérations.

Le groupe comprend trois sortes de membres :

- a) les militants du P.S.U. qui adhèrent et militent au sein du groupe ;
- b) les militants du P.S.U. qui, membres d'une autre section, demandent à militer également au sein du groupe (ouvriers dans un groupe d'entreprise — étudiants dans un groupe de faculté, etc.).

Pour tout ce qui concerne la vie et les activités du groupe, l'ensemble de ces militants disposent du droit de vote, même s'ils prennent leur carte dans une autre section ;

c) les militants sympathisants qui ne sont pas membres du P.S.U. mais demandent à militer au sein du groupe et sont admis par lui.

2. — *La Section* est l'échelon de coordination des groupes qui la composent ; elle est en même temps l'échelon de base de délibération et de décision politiques.

Les sections d'entreprise établiront des contacts permanents avec la section locale du lieu de leur entreprise.

Echelon de coordination de groupes de natures diverses (entreprises, étudiants, quartiers, etc.), la section soutient l'existence de ces groupes qui, sans elle, n'offriront pas de garanties de stabilité suffisantes s'ils étaient totalement isolés.

Echelon de délibération et de décision politiques, la section a vocation de réunir les membres des groupes qui la composent pour toute discussion et tout vote qui visent à définir la politique du Parti (Congrès et Conseils) ; ainsi peut s'effectuer en son sein la confrontation souhaitable entre militants qui mettront en commun des expériences différentes et éviteront ainsi tout danger de corporatisme et de sectarisme.

La section doit avoir une dimension suffisante pour lui permettre de remplir sa fonction. La représentation des militants dans les instances du parti ne se fait qu'au sein de la section et seuls les membres de la section disposent du droit de vote et peuvent la représenter dans ces instances.

## B. — LA DIRECTION DU P.S.U.

1. *La Direction Politique Nationale* est chargée de l'application de la ligne politique définie par les Congrès et Conseils nationaux. Elle comprend 39 membres élus par le congrès sur une base politique et conformément aux actuels statuts ; il n'est pas élu de suppléant. Chaque Conseil national a charge de pourvoir aux vacances qui se sont produites. La direction politique se réunit de plein droit tous les mois.

Conformément aux actuels statuts les régions non représentées à la direction politique nationale disposent d'un observateur qui peut participer aux débats de cet organisme.

Entre deux congrès, un camarade de la Direction Politique Nationale absent à quatre réunions (ou deux absences injustifiées) est considéré comme démissionnaire. Les membres de la Direction Politique Nationale sont répartis sur les divers secteurs d'activité du Bureau national dont ils secondent les membres. Chaque session de la Direction Politique Nationale est précédée d'une réunion d'une demi-journée de chaque membre du B.N. et des camarades de la D.P.N. qui lui sont adjoints.

*Le Bureau national (B.N.)*, organe d'exécution de la Direction Politique Nationale entre les sessions de celle-ci, est chargé de la gestion et de l'administration courante du parti. Le nombre de ses membres ne peut en aucun cas dépasser le tiers des membres de la Direction Politique Nationale.

3. *Le Conseil national* est chargé entre deux congrès de contrôler l'application par la Direction Politique Nationale, de la ligne politique fixée par le Parti, de trancher tout problème d'importance qui n'aurait pas été réglé par le Congrès. A cet effet, le Conseil national se réunit de plein droit deux fois par an (une seule l'année du Congrès) ; il se réunit en session extraordinaire sur décision de la Direction Politique Nationale ou sur demande du tiers des fédérations. L'ordre du jour du Conseil national est fixé par la Direction Politique Nationale ; à la demande du tiers des fédérations, ou au début du Conseil, du tiers des délégués, une ou plusieurs questions supplémentaires peuvent être inscrites à l'ordre du jour.

Les délégués sont au nombre d'un délégué de droit par fédération, et d'un délégué supplémentaire pour 100 adhérents. Le vote par mandat se fait selon les règles actuelles. Les délégués au Conseil national sont élus par les conseils fédéraux et mandatés par eux.

Les conseils fédéraux sont composés de délégués élus et mandatés à cette occasion par les sections. S'il y a nécessité de convoquer le Conseil national extraordinaire dans des délais que ne permettent pas aux sections et fédérations de le préparer, ce sont les délégués élus au précédent Conseil qui sont automatiquement délégués pour celui-ci.

Les membres de la Direction Politique Nationale sont membres de droit du Conseil national : ils ne votent pas. La Direction Politique Nationale a pouvoir de désigner pour chaque session au Conseil national d'autres membres de droit (dans la limite de 15 personnes), en fonction de leurs compétences ou de leur représentativité ; ceux-ci ne disposent pas du droit de vote.

4. La Direction Politique Nationale enverra régulièrement des comptes rendus de ses travaux aux secrétaires de sections. A chaque session du *Conseil national*, la Direction Politique Nationale présente un rapport d'activité qui donne lieu à débat et vote. Le rejet de ce rapport entraîne la démission de la Direction Politique Nationale. Une direction provisoire élue par le Conseil national, a charge de gérer le Parti jusqu'à un congrès extraordinaire convoqué dans les trois mois. Par ailleurs un Congrès extraordinaire peut être convoqué à la demande d'un tiers des fédérations du Parti ou d'un tiers des mandats du Conseil national.

5. Les *Fédérations* ont pouvoir d'adapter à la situation qui est la leur, les structures qui seront décidées pour la direction du Parti. Elles ont notamment la liberté de mettre en cause le découpage départemental.

5. *Le Conseil régional.* Un pas supplémentaire dans l'organisation régionale doit être franchi par la création de Conseils régionaux désignés par les Conseils fédéraux. Ces conseils régionaux ont compétence pour délibérer et voter sur les problèmes politiques de la région et sur l'application de la ligne du Parti aux luttes menées à cet échelon.

A l'intérieur du parti, la mise en place du fonctionnement démocratique et politique des régions qui est un de nos objectifs permettra aux conseils régionaux de délibérer sur les questions à l'ordre du jour du Conseil national.

7. L'article 14 des statuts (nécessité d'un certain temps de présence au Parti avant d'y exercer des fonctions) est supprimé.

8. L'article 8 des statuts concernant les jeunes est supprimé.

#### *MOTION ADDITIONNELLE*

Une COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE responsable et représentative des grands courants sociaux existants dans le pays sera désignée par les instances nationales, et agira sous leur responsabilité.

Elle aura pour tâche de coordonner le travail des sections existantes, de susciter la création de nouvelles implantations et de publier régulièrement « le Courrier des Entreprises », publication qui sera réalisée financièrement par une contribution régulière de la trésorerie nationale. En effet, le choix prioritaire que le P.S.U. fait en faveur de l'action dans les entreprises doit se traduire aussi sur le plan des répartitions budgétaires.